



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité – Justice

Ministère des Finances
Direction Générale du Trésor et de la
Comptabilité Publique

RAPPORT SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Premier semestre 2015

JUILLET 2015

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

Premier semestre 2015

JUILLET 2015

Sommaire :

Avant propos	3
1. Introduction	3
2. Recettes	4
2.1. Recettes Fiscales	5
2.1.1. Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues	5
2.1.2. La répartition des performances par nature	5
2.2. Recettes non fiscales et dons	6
3. Dépenses	7
3.1. Les dépenses de fonctionnement	7
3.2. Dépenses d'investissements	9
4. Aperçu des dépenses d'investissement sur ressources intérieures	9
4.1. Les affaires économiques	10
4.1.1. Fonction Transport	10
4.1.2. Fonction Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	11
4.1.3. Fonction Autres branches d'activités	11
4.1.4. Fonction Industries extractives et manufacturières, construction	11
4.2. La protection sociale	11
4.3. Services généraux des administrations publiques	11
4.4. Santé	12
4.5. Logement et équipement collectifs	12
4.6. Ordre et sécurité publique	12
4.7. Loisir Culture et culte	12
4.8. Enseignement	13
4.9. Protection de l'environnement	13
4.10. Conclusion de l'aperçu des dépenses d'investissement sur ressources intérieures	13
5. Soldes	13
6. Financement	14
6.1. Financement intérieur	14
6.2. Financement extérieur	14
7. Classification Fonctionnelle	15
7.1. Classification Générale	15
7.2. Dépenses de la lutte contre la pauvreté	15
Annexe	16
Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1er semestre 2015	17
Annexe 2 : Classification fonctionnelle	23
Annexe 3 : Exécution du budget de l'Etat selon la classification administrative	28

AVANT PROPOS

Dans le cadre de son obligation de rendre compte et pour informer l'opinion publique nationale sur l'état de l'exécution à mi-parcours de la loi de finances, le Ministère des Finances publie ce rapport qui expose et commente l'exécution du budget de l'Etat au premier semestre de 2015. Ce rapport interprète les publications périodiques que sont le Tableau financières de l'Etat (TOFE), le rapport du Comité Nationale de suivi des revenus des hydrocarbures (CNSRH) etc.

Il est, à l'occasion, rappelé que ces publications sont mensuelles et qu'elles sont accessibles à travers les différents sites du Ministère des Finances, notamment www.finances.gov.mr et www.tresor.mr. Ainsi est-il suggéré à toutes les franges de l'opinion publique nationale et plus particulièrement les élus du peuple, les membres de la société civile, les journalistes et les experts d'exploiter lesdites publications mensuelles afin d'être en permanence au courant de l'évolution de l'exécution budgétaire. Cela est d'autant plus important que l'écho du jugement qu'ils pourront faire de cette exécution est, aussi bien pour le Gouvernement que pour les partenaires techniques et financiers, très important, constituant une preuve de taille de l'ancrage réel et de la progression de la démocratie et de la bonne gouvernance dans notre pays.

1. INTRODUCTION

Le Budget de l'Etat pour l'année 2015 reflète la volonté du Gouvernement de répondre aux nouveaux défis et priorités favorables à la croissance inclusive, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. Il reste marqué, notamment, par la poursuite des efforts de mobilisation des ressources, de rationalisation des crédits de fonctionnement, et de maintien d'un niveau soutenu de dépenses d'investissement.

Dans ce contexte, les objectifs macro-économiques qui

sous-tendaient le budget 2015 étaient :

- ♦ réaliser un taux de croissance du PIB réel de 6% ;
- ♦ contenir le taux d'inflation à 4,6% en moyenne annuelle ;
- ♦ porter l'excédent budgétaire de base à 1,2% du PIB ; et
- ♦ maintenir un niveau confortable de réserves officielles de change.

Au total, le budget de l'Etat pour l'année 2015 tel qu'arrêté par la loi de finances initiale s'établit en recettes et en dépenses à la somme de 441.11 Mds d'UM, soit une augmentation de 12,30 Mds UM en valeur absolue et 2,87% en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative 2014, et se répartit en :

- ♦ Dépenses de fonctionnement pour 281,71 Mds UM ;
- ♦ Dépenses sur comptes spéciaux du trésor avec 9,10 Mds UM ;
- ♦ Dépenses en capital (amortissement de la dette et dépenses d'investissements) projetées à 150,30 Mds UM.

L'exécution du budget au cours du premier semestre 2015 est intervenue dans une conjoncture caractérisée par une croissance mondiale qui reste modérée, avec des perspectives inégales dans les principaux pays et régions. Après une année 2014 où l'activité économique mondiale a progressé à un rythme relativement modeste, l'année 2015 devrait enregistrer un taux de croissance légèrement plus élevé (3,5%), sous l'effet de l'amélioration des perspectives dans les pays avancés ; tandis que la dégradation des perspectives dans quelques grandes économies émergentes et les pays exportateurs de pétrole se traduirait par une croissance plus faible dans les pays émergents et les pays en développement.

Cette conjoncture économique peu favorable est accentuée par la poursuite de la baisse des cours mondiaux du fer, avec des répercussions négatives sur les recettes budgétaires de l'Etat. Toutefois, le Gouvernement entend renforcer et préserver les acquis obtenus ces dernières années en matière de consolidation budgétaire et de soutenabilité

finances publiques, sans pour autant compromettre la mise en œuvre des priorités définies dans le Programme de développement du Gouvernement.

Le rapport est préparé sur la base d'un ensemble d'éléments d'informations fournies par la Direction la Direction Générale du Budget (DGB), à travers le RACHAD, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) à travers le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) extrait de la balance générale des comptes du Trésor, la situation du financement fournie par la BCM, la situation des financements extérieurs fournie par le MAED et le rapport du Comité national de suivi des revenus des hydrocarbures (CNSRH) produit par la DGTCP en concertation avec le Ministère du Pétrole de l'Energie et des Mines.

Le document s'articule autour d'une description du comportement des agrégats budgétaires et leur évolution comparativement aux prévisions et aux six (6) premiers mois de 2014, il analyse en détail les dépenses de l'Etat selon la nomenclature économique et administrative ainsi que suivant la classification fonctionnelle (y compris les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté). Il contient enfin des annexes présentant une situation du TOFE à fin juin 2015, et le budget de l'Etat selon les nomenclatures administrative et fonctionnelle.

2. RECETTES

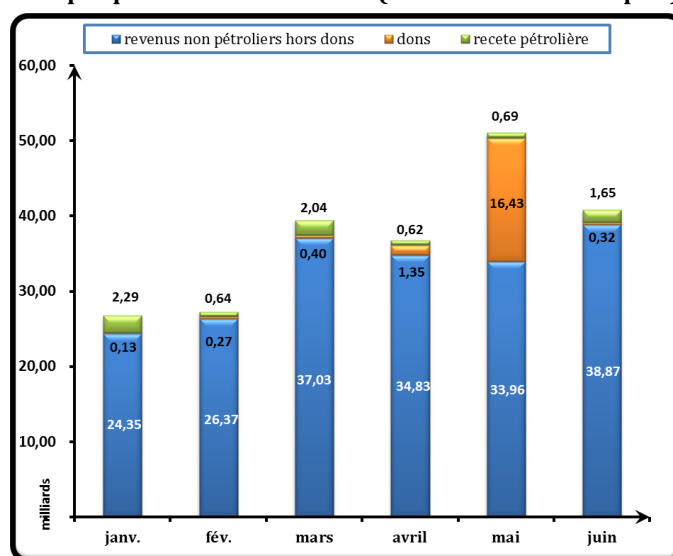
Les recettes totales de l'Etat pour le premier semestre de l'année 2015 se sont élevées à 222,25 Mds d'UM. Elles dépassent de plus de 13,89% les prévisions de la période qui se situent à 195,13 Mds UM. Ce bon résultat est dû pour l'essentiel au différentiel positif du prix du carburant à la pompe avec le prix de référence. Ledit différentiel est reversé par les distributeurs d'hydrocarbures raffinés au Compte d'Affectation Spéciale FAID (Fonds d'Aide et d'Intervention au Développement). Ce résultat s'explique aussi par un relatif dynamisme des recettes fiscales, qui se sont, malgré la conjoncture assez morose du secteur des industries extractives (y compris la SNIM), établis à 139,76 Mds d'UM, représentant 62,88% des recettes totales.

Les réalisations des recettes pour ce semestre représentent ainsi 48,62% des objectifs de recettes prévisionnelles de la loi des finances de 2015 qui se situent à 457,09 Mds d'UM.

Elles sont légèrement supérieures (0,28%) aux réalisations du 1er semestre de l'année précédente qui se sont élevées à 221,61 Mds d'UM.

Le graphique 1 illustre les tendances des recettes

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



totales (dons et pétrole compris) durant le premier semestre de l'année.

Ce graphique montre ainsi une augmentation importante des dons au mois de mai (16,43 Mds) constituée pour l'essentiel du don budgétaire de 50 millions d'USD accordé par le Royaume frère d'Arabie Saoudite à note pays.

Les recettes pétrolières ont pour leur part connu une variation remarquable durant cette période en enregistrant des crêtes aux mois au cours desquels des encaissements de vente ont eu lieu (janvier et mars).

Les autres recettes ou les revenus non pétroliers hors dons se sont globalement bien comportés en particulier à partir du mois de mars.

2.1. Recettes Fiscales

Les recettes fiscales du 1er semestre de 2015 ont enregistré un taux de réalisation de 98,50 % par rapport à la prévision semestrielle.

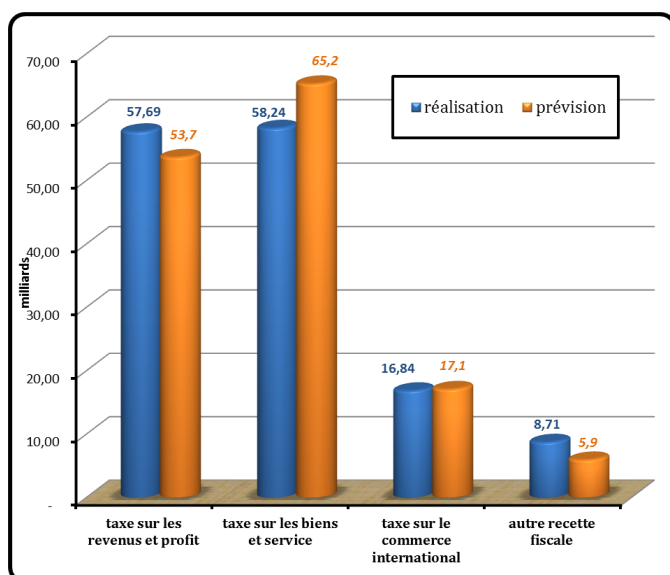
Ces recettes qui s'élèvent à 139,15 Mds sont inférieures de 10,43% en comparaison aux réalisations de 156,04 Mds atteintes au 1er semestre de l'année précédente.

2.1.1. Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

La baisse des recettes fiscales s'explique par une certaine morosité du secteur extractif (SNIM compris). Cette baisse a cependant été amortie grâce au suivi minutieux des recettes fiscales et aux efforts soutenus de recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes

Le graphique 2 montre que les différentes composantes



des recettes fiscales ont enregistré des taux de réalisation assez importants par rapport aux prévisions budgétaires.

C'est ainsi que les *taxes sur les revenus et profits* ont dépassé les prévisions d'un peu plus de 7 % pour se situer à 57,69 Mds d'UM de réalisations contre 53,7 Mds de prévisions.

Les *taxes sur les biens et services* ont atteint 58,24 Mds correspondant à un taux de réalisation de 89,32 % pendant le premier semestre de 2015.

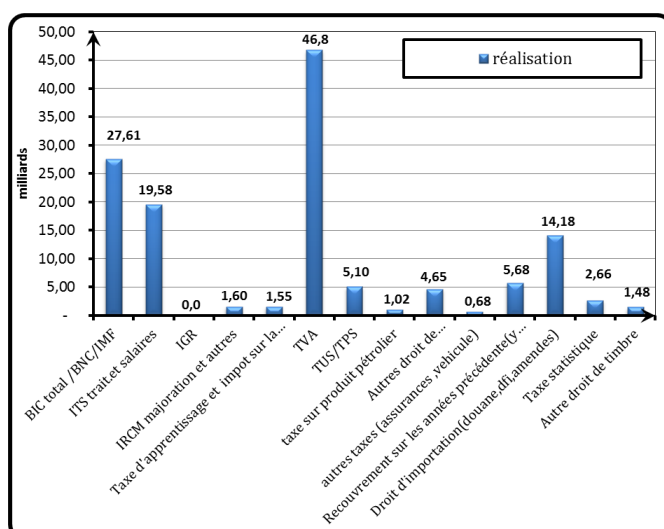
Les *taxes sur le commerce international* se sont situées à 16,84 Mds d'UM contre 17,1 Mds de prévisions.

Cette relative bonne performance de recettes fiscales est essentiellement due aux efforts conjugués de toutes les directions concernées du Ministère des Finances ainsi qu'au bon travail effectué par les régies de recettes fiscales (DGI et DGD).

2.1.2. La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales, permet de mieux présenter le comportement de ces recettes par nature.

Graphique 3 : Aperçu détaillée des recettes fiscales

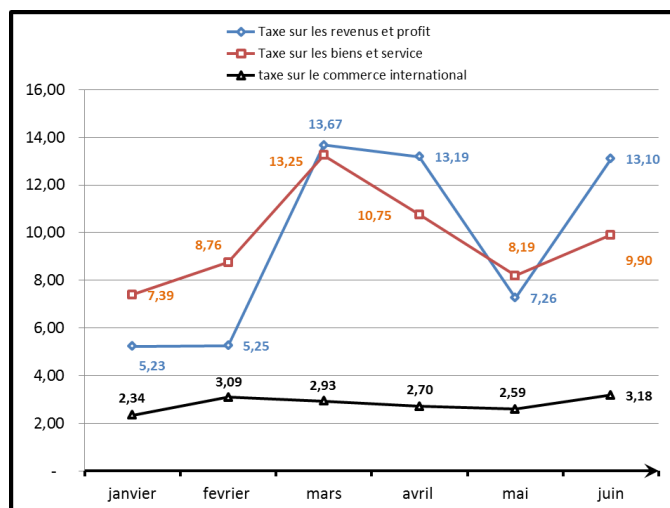


Ce graphique montre qu'en terme absolu, les réalisations de recettes sont pour l'essentiel constituées de la TVA, du BIC/BNC/IMF et de l'Impôt sur les traitements et salaires.

Il en ressort ainsi que :

- ♦ La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales dans lesquelles son apport avoisine 33,48 % ;
- ♦ Le deuxième poste est le (BIC total /BNC/IMF) avec un apport de 19,75% ;
- ♦ Ensuite il l'a (l'ITS), (les Droits d'importations) et (la TUS et la TPS) avec respectivement 10,14 % et 3,64 %.

Graphique 4 : Evolution des principales postes des recettes fiscales au 1er semestre 2015



Le graphique 4 montre que chaque groupe de recettes suit une tendance qui lui est propre.

Les taxes sur les revenus et profits ont connu une évolution irrégulière tout au long de ce semestre en enregistrant leur maximum aux mois de mars et avril. Ce comportement s'explique par le BIC, dont la date limite de déclaration est fixée au 31 mars de chaque année.

Les taxes sur les biens et services ont aussi connu une évolution irrégulière tout au long du semestre avec un maximum au mois de mars.

Les taxes sur le commerce international sont restées stables autour d'une valeur de 2,8 Mds le mois.

2.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint durant le premier semestre de l'année 2015 un montant de 55,64 Mds d'UM pour un objectif de 41,27 Mds, soit un dépassement par rapport à cet objectif de près de 35 %.

Le montant des recettes non fiscales est aussi légèrement supérieur aux réalisations de la même période de l'année précédente qui se sont situées à 52,64 Mds UM.

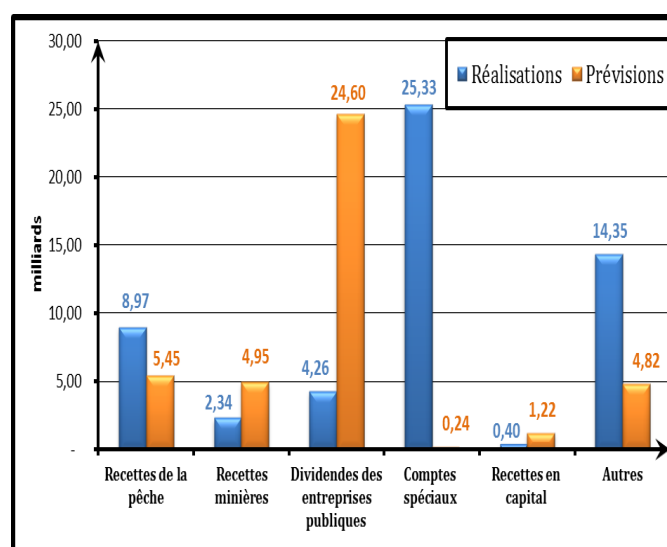
L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions résumées ci-après.

Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les *comptes spéciaux* (45,52 % du total des recettes non fiscales) et les recettes de la *pêche* avec un apport de 16,12 % du total de ces recettes.

Le graphique 5 montre un comportement performant de certaines recettes non fiscales par rapport aux prévisions de la période, bien que pour d'autres recettes non fiscales le résultat est resté en deçà des attentes.

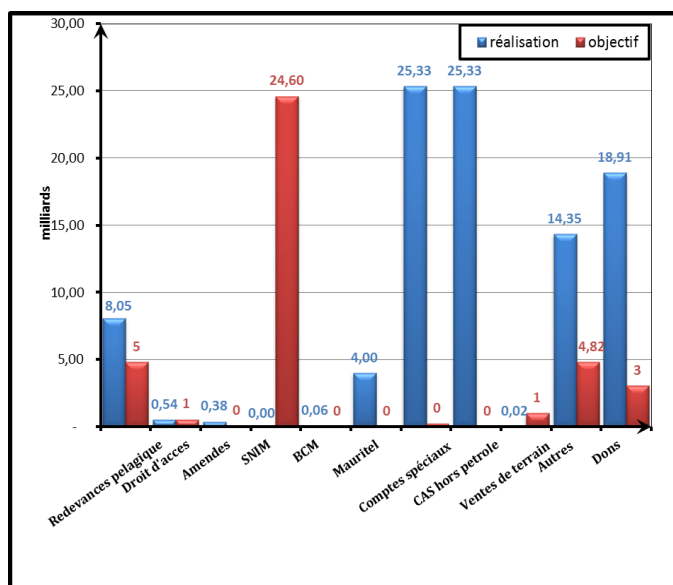
Ainsi peut-on plus précisément remarquer que :

- ♦ Les recettes de la pêche ont dépassé de 67,19 % les prévisions, bien que le protocole d'accord avec l'UE ne soit pas encore conclu;
- ♦ Les recettes des comptes spéciaux ont de très loin dépassé les prévisions grâce à l'importance du différentiel positif du prix du carburant durant cette période où le prix du pétrole brut est resté exceptionnellement très bas sur le marché international. Ce différentiel positif est collecté par les opérateurs et reversé au Trésor Public où il est constaté comme recettes du Fonds d'Aide et d'Intervention pour le Développement (FAID);
- ♦ Contrairement au FAID, les dividendes des entreprises publiques n'ont atteint que 17,31 % des prévisions, ce qui s'explique par le non versement du dividende de la SNIM. Il est rappelé que l'échéance du versement des dividendes est la fin du mois de juin, et qu'exceptionnellement la SNIM n'a pas reversé de dividendes cette année-ci.



Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons



L'analyse détaillée des recettes non fiscales et dons illustre que la principale source des recettes de la pêche durant le semestre ont été *les redevances* avec (8,02 Mds d'UM), soit un apport égal à 97,15 % du total de ce poste de recettes et que le poste « dividendes et redevances des Entreprises Publiques » a essentiellement été alimenté par les dividendes de Mauritel avec un apport de 93,90% du total des dividendes.

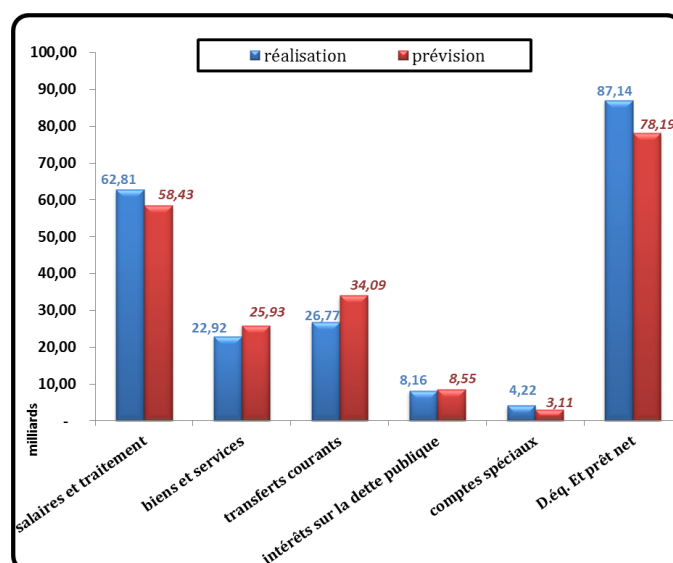
Enfin, le niveau des dons a été beaucoup plus élevé que la normale au cours du semestre avec un montant de 18,75 Mds d'UM contre un montant prévisionnel de seulement 3 Mds. Ce qui s'explique, conviendrait-il de le rappeler, par le versement par le Royaume Frère d'Arabie Saoudite d'un don budgétaire de 50 millions de dollars US à notre pays.

3. Dépenses

3.1 Réalisations et évolution des dépenses durant le semestre

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1er semestre de l'année 2015 s'élèvent à 232,61 Mds d'UM (poste « Dépenses et prêts nets ») dépassant donc les prévisions, qui sont de 212,41 Mds d'UM, soit un écart par rapport à l'objectif de 9,5 %.

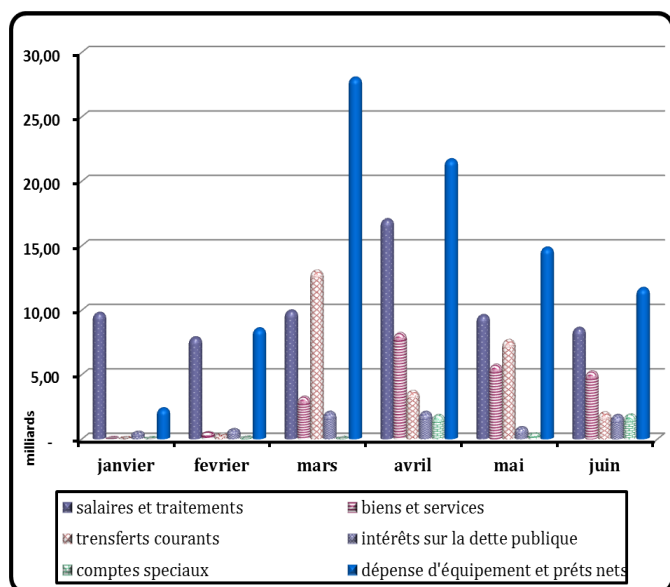
Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2015 à 145,47 Mds, donc supérieures de 11,25 Mds à l'objectif fixé à 134,22 Mds (soit un dépassement de 8,38%). Malgré ce dépassement, il transparait que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une bonne maîtrise du comportement de celles-ci durant le semestre et surtout à payer à échéance correcte toutes les dépenses. Les dépenses d'équipements et prêts nets ont connu de fortes fluctuations durant la période et ont enregistré leur valeur maximum au mois de mars.



Graphique 7: Performance des dépenses de fonctionnement

Globalement, le graphique 8 montre qu'hormis les traitements et salaires qui ont connu un léger dépassement (exécutée à 62,81 Mds, soit supérieur de 7,5 % à l'objectif) les autres dépenses courantes ont toutes respecté les prévisions. C'est le cas des subventions et transferts qui sont inférieurs de 21,47 % à l'objectif fixé de 34,09 Mds et les intérêts de la dette qui sont restés de près de 5 % en dessous de la prévision (8,16 Md de réalisation contre 8,55 Mds de prévisions). C'est aussi le cas des dépenses sur biens et services qui n'ont été que de 22,92 Mds sur les 25,93 Mds prévus au premier semestre.

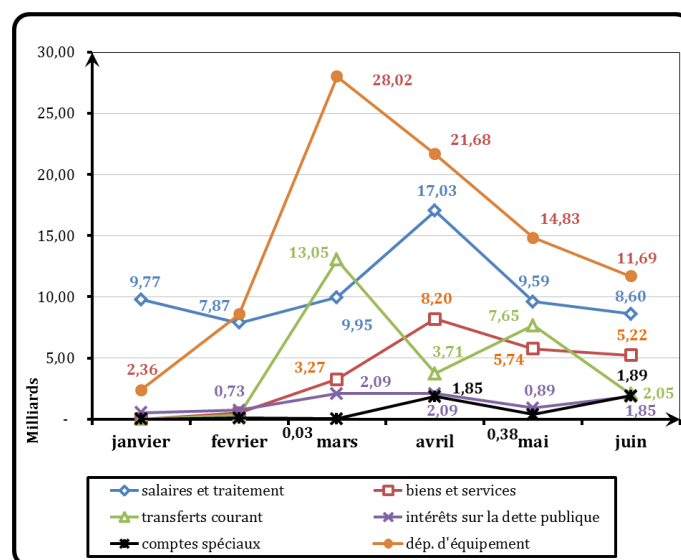
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre



Sur le graphique 8 on constate qu'à l'exception du mois d'avril, les « salaires et traitements », compte tenu de leur caractère régulier et obligatoire, ont peu varié durant le semestre au même moment où les l'exécution des dépenses sur « biens et services » n'a commencé qu'à partir de la mise en place effective du budget soit au mois de mars et elles ont enregistré leur maximum en avril.

Les « subventions et transferts courants » ont connu leur début d'exécution avec la mise en place du budget au mois de mars où ils ont enregistré leur valeur maximum justifiée par les mises à dispositions des dotations inscrites au profit des établissements publics. Après une baisse au mois d'avril et une crête relative au mois de mai, ces dépenses ont sinon sensiblement régressé au mois de juin.

Un tel comportement de dépenses montre que la mise en place du budget prend encore toujours un peu de retard, des efforts sont cependant consentis pour redresser cette situation à l'avenir.



Graphique 9: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre

Sur le graphique 9 on constate que les salaires et traitements ont peu varié durant le semestre en enregistrant cependant le montant assez important 17,03 Mds au mois de mai où les salaires des Etablissements publics ont été mandatés et où les salaires des ambassades ont été notifiés.

Les intérêts sur la dette publique et les comptes spéciaux ont également suivi un rythme assez faible tout au long de la période autour respectivement de 1,3 et 0,8 Mds d'UM.

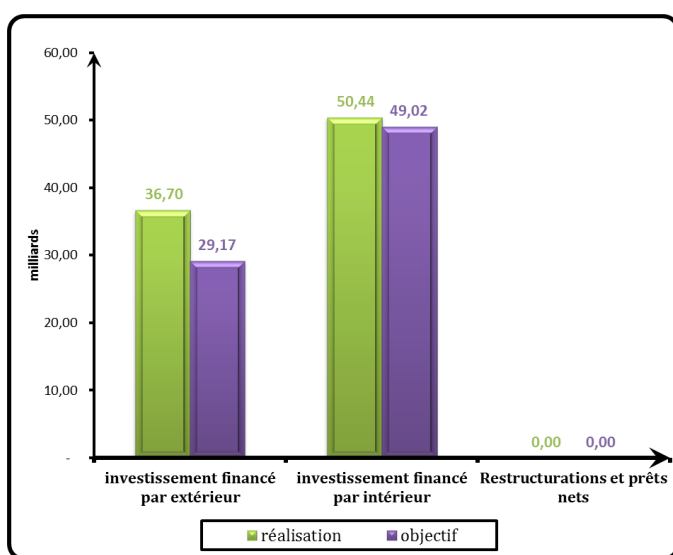
Les transferts courants ont variés d'un mois à l'autre sans pour autant atteindre les seuils fixés avec une crête de 13,05 Mds au mois de mars.

Les dépenses sur biens et services et dépenses d'équipement ont commencé timidement au mois de janvier, ont régressé en février pour augmenter considérablement à partir du mois de mars et pour finir en légère baisse en juin.

3.2. Dépenses d'investissement

Durant le premier semestre de l'année 2015, les dépenses d'investissement se sont clairement situées en dessus de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles ont atteint 87,14 Mds d'UM, pour un objectif de 78,19 Mds d'UM ce qui correspond à un taux d'exécution de 111,44 %. Le montant réalisé inclut les dépenses d'investissement sur financement intérieur constituées des dépenses du Budget consolidé d'investissement (BCI) et du crédit d'impôts qui a atteint 7,40 Mds sur la période ainsi que les dépenses d'investissement sur financement extérieur dont les réalisations sont publiées par le MAED à travers le nouveau système DAD.

Graphique 10: Evolution des dépenses d'investissement



pour le semestre

Le graphique 10 montre que les investissements financés par l'Etat et les investissements financés par les partenaires extérieurs dépassent les objectifs, avec respectivement des taux d'exécution de 102,8 et de 125,8 %.

4. Aperçu des dépenses d'investissement sur ressources intérieures

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissement. Cette approche s'harmonise parfaitement avec un niveau exceptionnellement important des recettes issues du secteur extractif et plus spécifiquement du secteur minier.

Une baisse des recettes du secteur des industries extractives induirait naturellement une baisse des dépenses d'investissement, baisse dont l'ordre de grandeur ne devrait cependant pas impacter le développement.

Dans ce contexte et compte tenu de l'importance des dépenses d'investissement dans la dynamique du développement, ce rapport restitue, pour cette première moitié de l'année, les dépenses d'investissement payées en en faisant une analyse sectorielle selon la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui permet de présenter une ventilation détaillée des dépenses par fonction, ou objectif socioéconomique, poursuivi par les administrations publiques. Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 dans ses alinéas de 6.96 à 6.104. Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison entre les budgets des Etats membres de cette organisation. Elles furent par la suite adoptées par le Fonds Monétaire International et sont actuellement utilisées par la majorité des états.

Il convient de rappeler que les dépenses d'investissement ne sont payées qu'au fur et à mesure de leur exécution. C'est ainsi qu'on peut avoir des dépenses payées durant ce premier semestre correspondant à des travaux effectuées l'année dernière.

Comme indiqué plus haut, l'objectif poursuivi par le Ministère des Finances à travers ce rapport est plus de rendre compte de l'utilisation des moyens financiers de l'Etat que de faire un compte rendu de l'activité du Gouvernement, que seuls les départements sectoriels pourraient faire.

Au premier semestre de 2015, les dépenses totales d'investissement sur financement intérieur remontent à 50,44 Mds dont 7,4 Mds correspondent à des contributions de l'Etat sous forme de crédit d'impôts à des projets de développement souvent financés sur ressources extérieures.

Les 42,9 Mds restants sont pour une infime partie de l'ordre de 500 millions constitués de salaires et de dépenses sur biens et services liées aux des dépenses d'investissement proprement dites dont à titre d'exemple les salaires des personnels des projets etc.

Les dépenses d'investissement stricto-sensu directement payées sur le budget de l'Etat sont ainsi de 42 823 212 752 UM réparties selon la ventilation CFAP conformément au tableau T1 sur les 10 fonctions principale de cette classification.

Tableau T1 : Ventilation des dépenses d'investissement

Code	Libellé	Montant/UM
7	Dépenses totales	42 823 212 752,04
701	Services généraux des administrations publiques	2 370 745 498,00
703	Ordre et sécurité publics	1 037 837 690,00
704	Affaires économiques	31 212 425 066,04
705	Protection de l'environnement	28 000 000,00
706	Logement et équipements collectifs	1 261 590 702,00
707	Santé	1 997 059 455,00
708	Loisirs, culture et culte	659 064 076,00
709	Enseignement	442 234 487,00
710	Protection sociale	3 814 255 778,00

par fonction principale

Ces différentes fonctions principales sont abordées ici dans l'ordre décroissant des montants engrangés suivant une approche de cercles concentriques où l'accent est particulièrement mis sur les dépenses dont l'impact financier est le plus important.

4.1. Les affaires économiques

Cette fonction principale inclue toutes les dépenses structurantes de l'économie comme il transparaîtra à travers l'analyse détaillée effectuée ci-après.

Le tableau T2 montre la ventilation en fonction de la fonction principale « affaires économiques » :

Code	Libellé	Montant/UM
70401	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	23 019 030,02
70402	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 771 875 261,16
70403	Combustibles et énergie	1 878 016,80
70404	Industries extractives et manufacturières, construction	1 160 157 012,75
70405	Transports	19 967 206 692,31
70406	Communications	668 326 553,00
70407	Autres branches d'activité	3 607 462 500,00
70408	Recherche et Développement concernant les affaires économiques	12 500 000,00

Tableau T2 : Fonctions de la Fonction principale affaires économique

Le tableau T2 montre que la fonction transport dont les dépenses sont de 19,97 Mds constitue la principale nature d'investissement. Elle est suivie de la fonction « Agriculture, sylviculture, pêche et chasse » dont le montant s'élève à 5,771 Mds. Ensuite interviennent successivement les « autres branches d'activités » et « les industries extractives et manufacturières, construction » respectivement à 3,6 Mds et 1,16 Mds.

4.1.1. Fonction Transport

La fonction transport inclut pour l'essentiel les infrastructures routières à concurrence de 16,14 Mds d'UM et notamment pour des décomptes de la construction ou de la réhabilitation des routes : Nouakchott-Rosso, Kaedi-Maghama, EL GHAIIRA – BARKEOL et CHEGAR MAL – ESSAWATA (AftoutEchargui), Néma-Bassiknou-Fassala, Kiffa-Kankossa, Kiffa-Boumdeid, Tiguent-Mederdra, Kaedi-Maghama, Kseir-Torchane-Choum, F'Derick-Touajil, Atar-Tidjikja, Kiffa-Tintane, reliquat de Rosso-Boghé, Nouamghar-Route Nouakchott-Nouadhibou. Le volet maintenance des routes ainsi que le volet désenclavement de quelques petites localités sont aussi inclus dans cette enveloppe

Cette fonction inclut aussi la construction du nouvel aéroport de Nouakchott pour un montant total de 776 millions d'UM et la construction du dépôt d'hydrocarbures JET A1 pour un montant de 42 millions d'UM représentant en tout un montant de 810 millions comme indiqué pour les infrastructures propres au transport aérien..

Les travaux de voirie urbaine (essentiellement à Nouakchott) ont pour leur part absorbé 2,5 Mds d'UM. Cette fonction englobe aussi la restructuration de quartiers précaires de Nouakchott à concurrence de 0,5 Mds d'UM.

4.1.2. Fonction Agriculture, sylviculture, pêche et chasse

Les aménagements hydro-agricoles du programme 2015 et surtout le creusement de canaux d'irrigation à partir d'Aftout-Essahli, la construction de stations de pompage et les aménagements de terres irrigables ont représenté 2,1 Mds.

Ensuite intervient la construction du port de pêche de Tanit pour un montant de 1,59 Mds.

Le reste des paiements concerne quelques autres actions importantes s'inscrivant dans les domaines agricoles et d'élevage dont est citée à titre d'exemple la remise à niveau de 47 stations pastorales existantes exécutée par l'ONSER.

4.1.3. Fonction Autres branches d'activités

Cette fonction est essentiellement constituée de contrepartie du BCI aux projets de développement sur financement extérieur.

Dans ce cadre 1 Mds d'UM a été alloué en guise de contribution du Budget de l'Etat au programme PNIDDLE d'appui aux collectivités locales. Il est rappelé que ce programme est cofinancé par plusieurs bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale ou l'Union européenne et l'Etat en est l'un des contributeurs.

Quelques 500 millions ont été par ailleurs mis à disposition de l'Agence d'accès universel pour la réalisation des projets inscrits au contrat programme de cette agence.

Il y'a eu par ailleurs aussi dans le cadre de cette fonction des appuis aux projets PASK II, Oasis, PEPDO, garde côtes Mauritanie, pour ne citer que ces projets là.

4.1.4. Fonction Industries extractives et manufacturières, construction

Il y'a eu essentiellement sous cette fonction des dépenses liées à la réfection ou à la construction de bâtiments administratifs, dont une ambassade au Niger, des bureaux et logements de Hakems dans plusieurs départements à Nouakchott et à l'intérieur du pays, des aménagements à l'immeuble du Gouvernement etc. Le tout pour un montant global de 1,16 Mds d'UM.

4.2. La Protection sociale

Cette fonction concerne les efforts fournis par l'Etat, pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans ce cadre 3,65 Mds ont été accordés à l'Agence TADAMOUN pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage et de l'exclusion sociale.

Les montants dépensés dans ce cadre portent aussi essentiellement sur des appuis destinés à l'amélioration des conditions de prisonniers et au secteur de la condition féminine de l'enfance et de la famille.

4.3. Services généraux des administrations publiques

Cette fonction principale concerne les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrés de l'Etat.

Le tableau T3 étale les différentes fonctions constitutives de cette fonction principale et les montants dépensés correspondant à chaque fonction

Tableau T3 : Fonctions des services généraux des administrations publiques

Code	Libellé	Montant/UM
70101	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	1 742 582 146,00
70103	Services généraux	82 500 000,00
70104	Recherche fondamentale	12 500 000,00
70106	Services généraux des administrations publiques, n.c.a.2	213 163 352,00
70108	Transferts de caractère général entre les administrations publiques	320 000 000,00

Le fonds régional de développement (FRD) destiné aux communes a absorbé 1,715 Mds d'UM des dépenses de cette fonction. Ces ressources servent non seulement à financer des investissements arbitrés au niveau des conseils municipaux mais aussi à renforcer les capacités des collectivités territoriales dans le cadre de la politique de décentralisation progressive mise en œuvre par la Gouvernement.

Il est rappelé que le programme PNIDDLE, auquel le budget de l'Etat contribue œuvre aussi dans le même sens.

La sous fonction Transfert de caractère général entre administrations publiques comprend essentiellement un montant de 300.000.000 d'UM qui a été alloué à des investissements au profit l'ANRPTS.

La fonction « Services généraux des administrations publiques, n.c.a.2 » concerne pour l'essentiel des actions de renforcement de capacités dont la convention avec la Banque Lazard et une convention avec la CNUCED relative au renforcement de capacités en matière de gestion de la dette publique.

4.4. Santé

Le secteur de la santé est l'un des secteurs prioritaires dont le dépouillement des dépenses d'investissement exécutées durant le premier semestre de 2015 se présente conformément au tableau T4.

Type de dépense	Montant brut/UM
Accélération atteinte OMD Santé	431 916 183,00
Autres investissement du secteur de la santé	45 157 420,00
Chaîne de froids	189 153 675,00
Collecte de sang	73 960 152,00
Construction et équipement CNC	75 000 000,00
Construction, réhabilitation et équipement de centres de santé	200 443 858,00
Construction, réhabilitation hôpitaux	109 618 596,00
Equipements de santé	177 000 000,00
Imagerie médicale (Radiologie)	163 595 205,00
Kits hémodialyse	280 000 000,00
Mère et enfants	8 948 240,00
ORL	233 266 126,00
Télémédecine	9 000 000,00
Total général	1 997 059 455,00

Tableau T4 : Dépenses d'investissement du secteur de la santé

Il ressort de ce tableau que les efforts d'atteinte des Objectifs Millénaires de Développement (OMD) en matière de santé restent toujours un axe important de la politique du Gouvernement.

Des efforts importants sont aussi enregistrés dans les domaines de la consolidation et de l'extension des postes de santé répartis sur l'ensemble du territoire national, de l'hémodialyse, de la cardiologie et de la médecine ORL.

4.5. Logement et équipements collectifs

Les dépenses de ce poste concernent intégralement l'alimentation en eau potable.

A ce titre le projet Dhahr vient en première position avec un montant de 400.000.000 UM suivi de la Société Nationale des Forages et des puits avec un montant de près de 200.000.000 d'UM destinés au contrat programme avec cette société. Les projets UGPRD et PAEPA comptabilisent eux aussi des dépenses à concurrence de 200.000.000 UM. Le reste de l'effort a été destiné à l'acquisition de certains équipements d'exhaure (pompes solaires).

4.6. Ordre et sécurité publique

Cette fonction a enregistré des dépenses d'investissement à concurrence de 1 037 837 690,00 UM.

4.7. Loisir Culture et culte

Bien que ce domaine soit souvent négligé à l'issue des arbitrages budgétaires, l'effort qui y est consenti en matière d'investissement a été relativement important. Cet effort se décline conformément au tableau T5 ci-après.

Tableau T5 : Ventilation des dépenses « Loisir culture et culte »

Code	Libellé	Montant/UM
70802	Services culturels	158 176 644,00
70804	Culte et autres services communautaires	183 500 000,00
70805	Recherche et Développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	267 649 494,00

Il est rappelé que le secteur de la culture jeunesse et sport dispose par ailleurs d'un compte d'affectation spéciale depuis 2010 où un montant important de près de 7 Mds d'UM s'est déjà accumulé au fil des années. Ce montant sera dépensé en fonction d'un plan d'actions sur plusieurs années, arbitré par un comité interministériel. Le montant prévisionnel des dépenses sur ce CAS en 2015 s'élèvera à près de 2 Mds d'UM.

4.8. Enseignement

Les investissements effectués au premier semestre de 2015 dans le secteur de l'enseignement concernent pour l'essentiel la confection de tables bancs pour un montant de 125.000.000 UM, la construction de deux lycées à Kaédi et à Chami dont les décomptes ont totalisé 234,109 millions d'UM, des décomptes de construction d'écoles fondamentales à Kiffa, Tidjikja, Sélibaby et Zouerratt de 30 millions d'UM et la reconstruction du collège 1 de Rosso pour des décomptes pour près de 22 millions d'UM. Par ailleurs les cantines scolaires ont bénéficié d'un montant de 15.000.000 d'UM.

4.9. Protection de l'environnement

Ce secteur n'a enregistré que 28.000.000 UM essentiellement constitué de subventions au parc national de Diawling et des appuis à la campagne nationale contre les sachets plastiques. La modestie des montants dépensés pour ce secteur s'explique par l'existence d'une multitude d'appuis extérieurs dont il bénéficie ainsi que par le Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE) alimenté par les amendes et contreventions environnementales constatées, et dont les dépenses n'ont pas été prises en compte dans l'analyse ici faite.

4.10. Conclusion de l'aperçu des dépenses d'investissement sur ressources intérieures

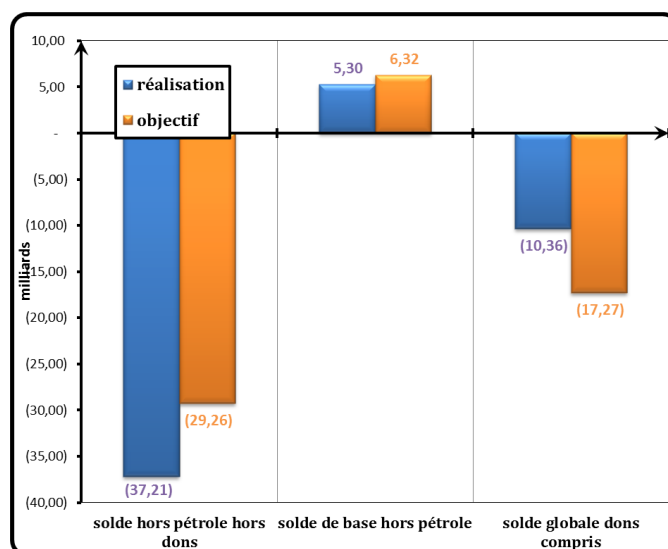
C'était là un résumé des différentes dépenses d'investissement effectuées au premier semestre de 2015. Il est rappelé que les montants cités ne correspondent pas nécessairement au coût global des projets et représentent le plus souvent des paiements partiels dont la hauteur correspond aux travaux réalisés quelques fois durant le semestre objet du présent

rapport et parfois durant une période antérieure à celui-ci.

Cette radioscopie permet cependant à chacun de se faire une idée des efforts énormes consentis par le Gouvernement dans la construction du développement et en particulier dans la mise sur pieds de l'infrastructure indispensable à cette construction.

5. Soldes

Le solde de base hors pétrole, qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré pour ce semestre un excédent de 5,30 Mds d'UM, alors que les prévisions de ce solde sont de 6,32 Mds d'UM. Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré lui aussi un déficit de 37,21 Mds (pour une programmation de -26,26 Mds d'UM).

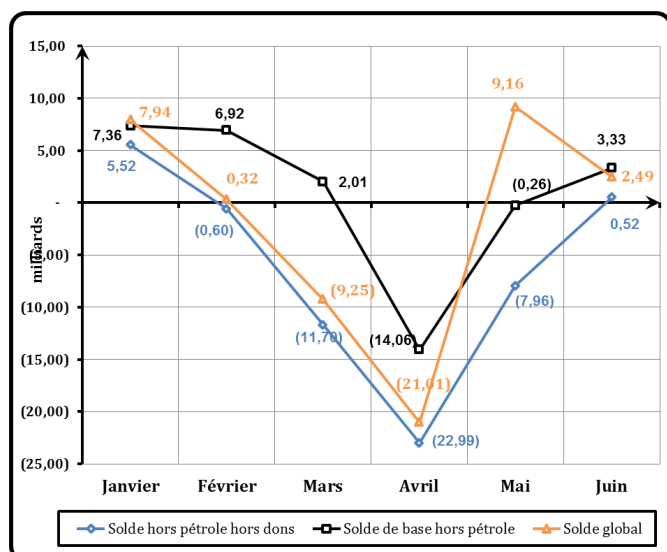


Graphique 11: Comportement des soldes

Le solde global qui représente à l'état actuel de l'évolution de l'économie du pays, le solde le plus significatif n'a été déficitaire que de 10,36 Mds d'UM pour une prévision de 17,27 Mds d'UM. Cet excellent résultat confirme la bonne gestion budgétaire opérée durant le semestre, qui a permis la constitution d'une marge de près de 10 Mds d'UM au premier semestre pouvant être mise à profit au cours du second semestre de 2015.

Graphique 12: Evolution mensuelle des soldes

Le graphique 12 montre que le déficit du solde global



du mois d'Avril était relativement important, mais que celui-ci a été en partie compensé par les bonnes performances des autres mois.

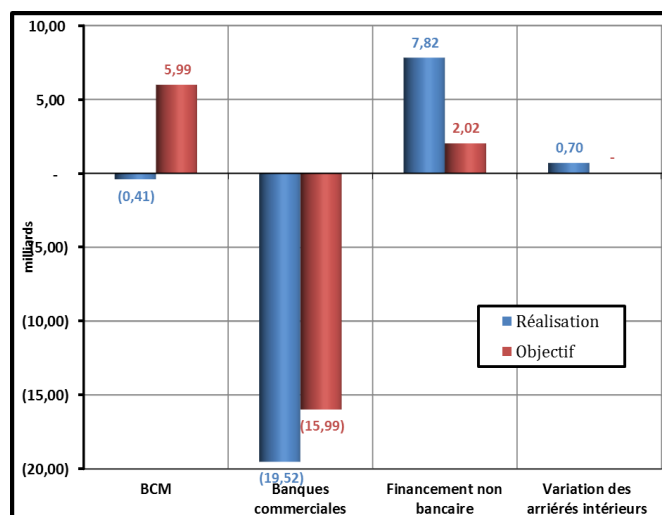
6. Financement

Les données extraites du TOFE du 1er semestre de 2015 montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont été pratiquement seules responsables de la légère amélioration du niveau du compte unique du Trésor à la BCM, avec une exécution normale des dépenses.

6.1. Financement intérieur

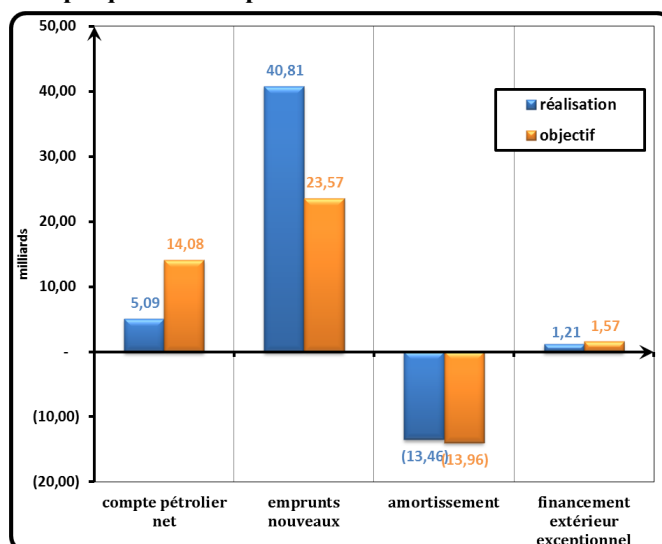
Le financement intérieur a été marqué par une augmentation des dépôts sur le compte courant à la BCM d'un montant de 0,82 Mds d'UM, et par une réduction de l'endettement de l'Etat au niveau des banques commerciales à travers le remboursement des Bons du Trésor bancaires à concurrence de 19,52 Mds UM, alors qu'il était prévu de ne réduire les stocks de ces bons bancaires que de 15,99 Mds.

Si le stock des Bons du Trésor bancaires a enregistré une importante baisse, celui des bons du Trésor non bancaires a en revanche augmenté de 7,82 Mds représentant un financement supplémentaire de l'Etat au niveau du système non bancaire.


Graphique 13: Comportement du financement intérieur

6.2. Financement extérieur

Le montant de (5,09) Mds d'UM, correspond à un déficit enregistré au cours de ce semestre sur le compte pétrolier offshore qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (7,94 Mds) et le retrait effectué sur ce compte au mois de janvier de 13,03 Mds d'UM.

Graphique 14: Comportement du financement extérieur


On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieur durant le premier semestre est le poste des emprunts nouveaux à hauteur de 40,81 Mds, suivi par la contribution du compte pétrolier (5,09 Mds d'UM).

Les amortissements de la dette extérieure ont atteint 13,46 Mds sur des prévisions pas très éloignées de 13,96 Mds.

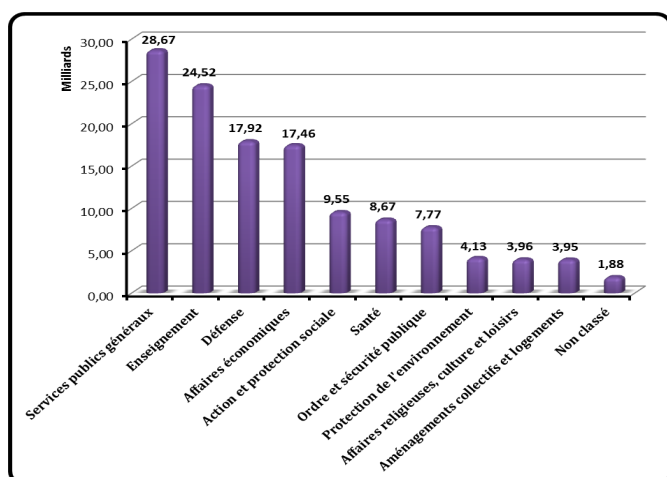
7. Classification fonctionnelle

7.1. Classification Générale

Cette classification se fait conformément au modèle normalisé précédemment décrit au niveau de l'aperçu sur les dépenses d'investissement, qui permet de suivre les incidences des dépenses budgétaires des pays sur les secteurs de l'économie et de comparer ces incidences entre les pays.

L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne l'ensemble des dépenses contrairement à l'analyse similaire effectuée plus haut qui s'est focalisée sur les dépenses d'investissement sur financement intérieur.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, et inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE, ce qui explique la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.



Graphique 15: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle

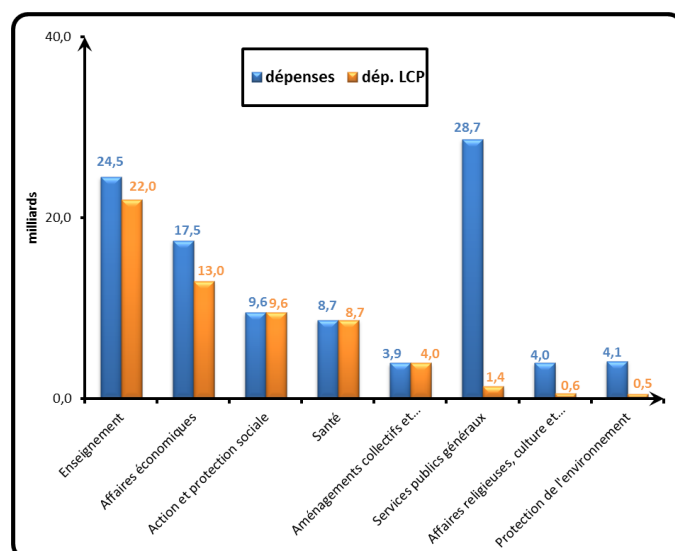
Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les *Services publics généraux* représentent (22,32%) du total des dépenses, suivi par *l'enseignement* avec (19,09%), la *Défense* et les *Affaires économiques* viennent en troisième et quatrième position avec respectivement (13,95%) et (13,59%).

Puis on a l'*Action et protection sociale*, la *Santé* et l'*ordre et sécurité publique* avec respectivement (7,44%), (6,75%) et (6,04%).

Les fonctions principales «*Protection de l'environnement*», «*Affaires religieuses, culture et loisirs*» et «*Aménagements collectifs et logements*» sont presque à un même niveau, soit, à peu près 03 % du total des dépenses.

7.2. Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous-fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées comme servant



directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 16: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté

Le graphique 17 démontre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 46,35 % des dépenses totales, pour un montant de 59,55 Mds d'UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque la totalité des postes «*Action et protection sociale*», «*Santé*» et «*Aménagements collectifs et logements*» constituent aussi une part importante des postes : «*Enseignement*» et «*Affaires économiques*», tandis qu'elles ne représentent qu'une très faible part des autres postes.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan- juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	509,87	221,61	428,23	424,01	26,77	27,28	39,48	36,80	51,09	40,84	222,25	195,1	457,0
Revenus non pétroliers et dons	489,13	209,58	404,12	399,90	24,48	26,64	37,43	36,18	50,40	39,19	214,31	186,2	433,5
Revenus non pétroliers hors dons	477,83	208,68	401,97	397,75	24,35	26,37	37,03	34,83	33,96	38,87	195,40	183,1	420,9
Recettes fiscales (hors pétrole)	269,16	156,04	285,03	280,43	18,63	16,76	29,09	29,64	20,49	25,16	139,76	141,8	310,9
Taxes sur les revenus et profits	85,77	57,79	92,17	94,37	5,23	5,25	13,67	13,19	7,26	13,10	57,69	53,65	107,18
BIC et BNC	27,55	25,83	31,45	32,63	0,51	1,01	8,21	9,42	0,69	7,77	27,61	19,54	33,93
Impôt minimum forfaitaire douanes	13,79	5,81	13,22	13,22	1,05	1,10	1,10	1,29	0,98	1,30	6,82	6,79	16,08
Crédit d'Impôts IMF	0,23	0,06	0,06	0,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITS	33,56	21,86	37,05	38,00	2,78	2,88	3,19	2,18	5,17	3,38	19,58	20,91	42,55
Etat	0,85	0,44	0,96	0,96	0,06	0,06	0,07	0,11	0,07	0,07	0,45	-	-
Autres	32,71	21,42	36,10	37,04	2,72	2,82	3,11	2,07	5,11	3,31	19,13	-	-
IRCM	6,20	2,09	7,14	7,20	0,34	0,09	0,43	0,15	0,08	0,51	1,60	4,02	8,46
IGR Régime Simplifié d'Imposition (RSI)	0,27	0,00	0,01	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	4,15	2,14	3,25	3,25	0,55	0,16	0,75	0,15	0,34	0,14	2,08	2,39	6,16
Taxes sur les biens et services	136,40	73,31	134,88	137,99	7,39	8,76	13,25	10,75	8,19	9,90	58,24	65,24	155,66
TVA intérieure	43,49	18,32	38,81	39,55	2,32	2,27	5,01	3,45	2,65	2,70	18,41	18,16	43,75
TVA sur les importations	58,78	31,35	62,04	63,18	3,58	5,14	5,24	4,61	4,25	5,56	28,38	32,29	73,20
dont TVA SNIM	7,72	4,23	13,19	13,19	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe unique SNIM et TPS	23,24	16,33	19,94	19,96	0,53	0,38	1,91	1,62	0,34	0,33	5,10	7,94	19,95
Taxe sur les produits pétroliers	3,40	1,51	3,41	3,51	0,19	0,19	0,13	0,18	0,13	0,21	1,02	5,33	4,80
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	5,70	4,50	8,67	8,67	0,59	0,70	0,83	0,79	0,75	0,98	4,65	2,87	9,24
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	1,79	1,31	2,01	3,11	0,18	0,08	0,13	0,09	0,08	0,12	0,68	-	-
												1,35	4,72
Taxes sur le commerce international	31,98	17,44	36,21	37,33	2,34	3,09	2,93	2,70	2,59	3,18	16,84	17,06	35,20
Importations	27,10	14,74	30,93	31,94	1,92	2,65	2,49	2,19	2,22	2,72	14,18	14,73	30,69
Taxes statistique	4,87	2,70	5,28	5,39	0,42	0,44	0,44	0,52	0,37	0,46	2,66	2,33	4,51

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan-juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Autres recettes fiscales	14,73	6,01	17,76	6,74	1,58	1,63	1,25	1,69	1,88	0,68	8,71	5,92	12,86
Droits de timbres	0,68	0,40	0,70	0,99	0,03	0,03	0,17	0,25	0,54	0,47	1,48	-	-
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	2,36	1,85	3,01	3,45	0,40	0,25	0,41	0,13	0,22	0,14	1,55	0,11	-
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	11,69	3,76	14,05	2,30	1,16	1,35	0,68	1,30	1,12	0,07	5,68	-	-
Reste à recouvrer de droits de douane (perception du Port)	0,29	1,49	4,01	4,01	2,08	1,97	2,01	1,30	0,57	1,70	1,72	-	-
Recettes non fiscales	208,67	52,64	116,93	117,31	5,72	9,61	7,94	5,19	13,48	13,71	55,64	41,27	110,06
Recettes de la pêche	64,96	18,08	34,77	35,51	1,46	0,99	2,20	0,84	0,76	2,73	8,97		
Union Européenne bud.	54,07	-	-	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Compensation	54,07	-	-	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armateurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droit territorial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevances pelagi- Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	8,52	16,99	32,62	32,62	1,32	0,93	2,02	0,84	0,71	2,22	8,05	4,84	34,69
Licences (les Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	8,52	16,99	32,62	32,62	1,32	0,93	2,02	0,84	0,71	2,22	8,05	4,84	34,69
	2,24	0,87	1,62	2,27	-	-	-	-	0,04	0,49	0,54	0,55	2,50
Amendes	0,13	0,22	0,53	0,62	0,14	0,05	0,18	0,00	0,00	0,01	0,38		
Recettes minières	7,27	2,45	7,68	7,68	0,72	0,37	0,06	0,04	1,07	0,07	2,34		
Recettes cadastrales	0,85	0,09	0,53	0,53	0,04	0,19	0,06	0,03	0,02	0,05	0,01		
Recettes d'exploitation	6,33	2,32	7,06	7,06	0,67	0,56	-	0,01	0,60	0,02	1,86		
Autres recettes minières	0,09	0,05	0,09	0,09	0,00	0,00	0,01	0,01	0,45	0,00	0,47		
Dividendes et redevances des entreprises publiques	49,88	19,16	45,53	45,54	-	-	0,26	2,00	2,00	-	4,26	24,60	41,75
SNIM	37,25	16,00	37,77	37,77	-	-	-	-	-	-	-	24,60	36,00
BCM	7,18	1,00	1,00	1,00	-	-	0,06	-	-	-	0,06	-	1,00
Mauritel	4,51	1,64	5,75	5,75	-	-	-	2,00	2,00	-	4,00	-	3,75
Panpa+portndb	0,94	0,52	1,02	1,02	-	-	0,20	-	-	-	0,20	-	1,00
Dettes rattachées et recouvre-	-	0,25	0,25	0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SNIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOMELEC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOGEM	-	0,25	0,25	0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan- juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Droits d'exploration miniers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes spéciaux	63,96	3,48	11,31	11,44	2,25	7,39	1,56	1,38	8,71	4,04	25,33	0,24	9,10
Secteur pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAS hors pétrole	63,96	3,48	11,31	11,44	2,25	7,39	1,56	1,38	8,71	4,04	25,33	-	-
dont Crédit d'Im- pôts (si pas ventilé)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont FAID	0,43	1,69	6,55	6,55	1,99	6,84	1,26	1,09	3,69	8,36	23,22	-	-
Recettes en capital	4,11	1,17	2,71	2,71	0,00	0,01	0,15	0,04	0,03	0,16	0,40	1,22	2,80
Ventes de terrain	3,49	0,99	2,03	2,03	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,02	1,01	2,30
Hors ventes de terrain	0,61	0,18	0,68	0,68	0,00	0,01	0,15	0,04	0,03	0,16	0,38	-	-
Autres	18,50	8,04	14,68	14,18	1,29	0,85	3,72	0,89	0,90	6,70	14,35	4,82	10,72
												-	-
Dons	11,30	0,91	2,15	2,15	0,13	0,27	0,40	1,35	16,43	0,32	18,91	3,07	12,60
Projets	1,84	0,77	1,64	1,64	0,13	0,27	0,40	1,11	0,43	0,20	2,55	2,98	10,00
Aide budgétaire	9,46	0,13	0,51	0,51	-	-	-	0,24	16,00	0,12	16,36	0,09	2,60
Dont: assistance PPTE												-	-
Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)												-	-
Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)												-	-
Autres dons	0,71	0,13	0,51	0,51	-	-	-	0,24	-	0,12	0,36	-	-
Dons bilatéraux_ appui	8,74	-	-	-	-	-	-	-	16,00	-	16,00	-	-
Tableau des opérations financières de l'Etat (dépenses, soldes et recettes pétrolières)	0	0	0									0	-
Dépenses et prêts nets	436,74	239,45	476,91	479,10	18,83	26,96	48,73	57,81	41,92	38,35	232,61	212,4	474,7
Dépenses courantes	267,16	132,30	287,99	287,64	16,47	18,40	20,71	36,13	27,10	26,66	145,47	134,2	290,8
Salaires et traitements	103,71	59,04	110,60	110,45	9,77	7,87	9,95	17,03	9,59	8,60	62,81	58,43	116,8
Biens et services	60,12	26,13	64,72	64,72	-	0,49	3,27	8,20	5,74	5,22	22,92	25,93	65,21
Dont: processus électoral	-	-	-									-	-
dont: sur financement exté-	-	-	-									-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan- juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Transferts courants	70,22	25,88	73,25	72,50	-	0,31	13,05	3,71	7,65	2,05	26,77	34,09	71,38
Intérêts sur la dette publique	15,68	7,46	15,81	15,81	0,51	0,73	2,09	2,09	0,89	1,85	8,16	8,55	15,85
Extérieurs	12,04	5,55	11,91	11,91	0,14	0,53	1,37	1,80	0,75	1,22	5,81	6,41	12,14
Intérieurs	3,64	1,91	3,90	3,90	0,38	0,20	0,72	0,29	0,14	0,62	2,35	2,14	3,71
Comptes spéciaux	6,46	2,32	10,32	10,32	-	0,07	0,03	1,85	0,38	1,89	4,22	3,11	9,10
dont crédit d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont FAID	0,06	-	5,35	5,35	-	-	-	1,54	1,54	1,23	4,31	-	-
Dépenses d'équipement et prêts nets	169,58	107,15	188,92	191,46	2,36	8,56	28,02	21,68	14,83	11,69	87,14	78,19	183,83
Investissement financés par extérieur***	48,69	39,75	57,88	57,88	1,71	6,99	12,33	7,13	6,95	1,59	36,70	29,17	61,83
Investissement financés par intérieur	120,89	67,40	131,04	133,58	0,65	1,57	15,68	14,56	7,88	10,11	50,44	49,02	122,00
dont Crédit d'Impôts	11,48	6,44	15,10	15,10	0,65	1,56	2,47	0,74	0,74	1,25	7,40	-	-
Restructurations et prêts nets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,10
Réserves communes	10,74	4,71	11,27	11,26	-	0,03	5,27	0,94	0,71	0,34	7,30	4,11	12,43
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	0,23	6,76	2,03	2,58	6,19	8,90	12,94	2,32	2,12	6,72	13,30	-	-
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	41,09	30,77	74,94	81,36	5,52	0,60	11,70	22,99	7,96	0,52	37,21	29,26	53,77
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	52,39	29,87	72,79	79,20	5,65	0,33	11,29	21,63	8,47	0,84	18,30	26,19	41,17
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de base hors pétrole (déficit -)	101,82	14,53	5,15	11,57	7,36	6,92	2,01	14,06	0,26	3,33	5,30	6,32	20,20
Solde de base en % PIB	7,69%		0,00%		0,45%	0,43%	0,12%	-0,86%	-0,02%	0,20%	0,33%		
Recettes pétrolières (net)	20,74	12,03	24,11	24,11	2,29	0,64	2,04	0,62	0,69	1,65	7,94	8,92	23,53
Recettes fiscales	7,83	1,68	2,88	2,88	0,23	0,04	0,12	0,12	0,13	0,02	0,67	-	-
BIC	1,66	0,54	1,02	1,02	0,04	0,01	0,01	0,01	0,07	0,00	0,16	-	-
ITS	2,91	1,14	1,87	1,87	0,19	0,03	0,11	0,11	0,06	0,02	0,51	-	-
Autres	3,26	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes non fiscales	12,91	10,35	21,23	21,23	2,06	0,60	1,92	0,50	0,56	1,63	7,27	-	-
Bonus/Redevances	1,23	0,60	0,75	0,75	-	0,05	0,05	-	-	-	0,11	-	-
Revenu du capital	0,06	0,02	0,04	0,04	0,00	-	0,01	0,00	0,01	-	0,02	-	-
Profit oil	11,63	6,65	9,14	9,14	1,78	-	1,29	-	-	1,47	4,54	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan- juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Autres	-	3,07	11,29	11,29	0,27	0,55	0,57	0,49	0,55	0,17	2,60	-	-
Paiements (financement du budget)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde global; dons non compris (déficit -)	61,83	18,75	50,84	57,25	7,81	0,04	9,65	22,37	7,27	2,17	29,27	20,35	30,24
Solde global; dons compris (déficit -)	73,13	17,84	48,68	55,10	7,94	0,32	9,25	21,01	9,16	2,49	10,36	17,27	17,64
Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement	73,13	17,84	48,68	55,10	7,94	0,32	9,25	21,01	9,16	2,49	10,36	17,27	17,64
Financement intérieur	100,82	22,38	13,55	15,14	22,62	2,39	0,06	22,11	17,32	0,79	19,37	7,98	5,75
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)	92,50	28,20	5,19	11,04	24,66	6,12	6,11	20,06	15,58	1,47	18,72	7,98	5,75
Financement bancaire	29,07	7,01	50,40	50,04	15,71	3,17	7,79	10,81	19,15	1,15	20,58	10,00	10,43
BCM	3,51	3,64	49,16	49,16	10,04	3,72	7,10	11,10	15,42	2,48	1,06	5,99	6,11
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	4,81	2,19	40,81	45,06	12,08	0,01	13,15	9,05	13,67	3,16	0,41	5,99	6,11
Compte courant	3,54	3,72	49,21	49,21	9,31	3,36	7,28	10,93	15,56	2,48	0,82	5,99	6,11
Compte courant y compris rapprochement	4,78	2,10	40,86	45,11	11,35	0,37	13,33	8,88	13,81	3,16	0,17	-	-
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	8,32	5,82	4,10	4,10	2,04	3,73	6,05	0,63	1,74	0,68	2,07	-	-
Comptes divisionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allègements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses	0,03	0,08	0,05	0,05	0,73	0,36	0,18	0,17	0,14	0,00	0,24	-	-
Banques commerciales	25,56	3,37	1,24	0,87	5,67	6,89	0,69	0,29	3,73	3,64	19,52	15,99	4,32
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	25,56	3,37	1,24	0,87	5,67	6,89	0,69	0,29	3,73	3,64	19,52	15,99	4,32
Financement par bons du Trésor	23,42	3,62	3,60	4,40	6,80	7,40	-	1,40	2,70	4,10	22,40	-	-
Obligations cautionnées (traites)	2,03	0,82	3,55	3,71	1,46	0,68	0,43	0,35	1,05	0,68	1,18	-	-
Variationn CCP dans les	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO- FE 2014	janv- 15	févr- 15	mars -15	avr.- 15	mai- 15	juin- 15	jan- juin	S1_1 5	LFI 2015 prov.
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	- 0,12	- 0,57	- 1,18	- 0,18	- 0,33	- 0,17	- 0,27	- 0,76	- 0,02	- 1,15	- 1,70	-	-
(3) Financement non-bancaire	8,29	3,52	3,30	5,30	0,06	2,64	0,44	0,40	2,40	2,00	7,82	2,02	4,68
(4) Variation des arriérés inté- rieurs	- 5,48	- 4,24	- 8,74	- 8,77	- 0,99	- 0,22	- 0,14	- 1,62	- 0,55	- 0,26	- 0,70	-	-
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accumulation	5,48	4,24	8,74	8,77	0,99	0,22	0,14	1,62	0,55	0,26	0,70	-	-
Instances du Trésor	5,48	4,24	8,74	8,77	0,99	0,22	0,14	1,62	0,55	0,26	0,70	-	-
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accumulation	5,48	4,24	8,74	8,77	0,99	0,22	0,14	1,62	0,55	0,26	0,70	-	-
Dette croisée et autres engage- ments de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apurement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accumulation (report 2010)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	- 74,56	- 21,63	- 31,42	- 31,42	- 5,85	- 2,08	- 8,31	- 9,27	- 0,02	- 0,31	- 7,31	-	-
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêt OPEP + Privatisations et autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement extérieur	25,80	48,42	50,27	50,16	17,40	5,65	6,00	1,64	6,17	2,18	34,68	25,25	23,40
Compte pétrolier (net)	1,31	2,88	0,86	0,84	10,74	0,64	2,04	0,62	0,69	1,65	5,09	14,08	0,53
Recettes pétrolières	20,74	12,03	24,11	24,11	2,29	0,64	2,04	0,62	0,69	1,65	7,94	8,92	23,53
Contribution du compte pétro- lier	19,43	14,91	24,96	24,95	13,03	-	-	-	-	-	13,03	23,00	23,00
Autres (net)	27,11	45,54	49,41	49,31	6,66	6,29	8,05	2,26	6,86	0,52	29,59	11,17	23,93
Emprunts extérieurs (net)	23,79	43,08	46,07	46,07	6,82	6,07	7,16	2,59	5,18	0,47	27,35	9,60	20,93
Emprunts nouveaux	46,85	52,68	69,94	69,94	8,24	6,72	11,93	6,01	6,52	1,38	40,81	23,57	49,23
Amortissement	23,06	9,60	23,87	23,87	1,42	0,65	4,77	3,42	1,35	1,86	13,46	13,96	28,30
Financement extérieur excep- tionnel	3,69	1,60	3,09	3,09	0,06	0,30	0,08	0,33	0,16	0,28	1,21	1,57	3,00
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	- 0,37	- 0,87	- 0,25	- 0,16	- 0,23	- 0,08	- 0,81	- 0,65	- 1,52	- 0,34	- 1,04	-	-
Erreurs et omissions (besoin de fi- nancement)	- 6,43	- 2,37	- 6,78	- 6,10	- 0,67	- 0,16	- 2,86	- 0,69	- 0,25	- 1,78	- 5,60	-	-
Crédit net des autorités monétai- res à l'Etat (Variation)	-	-	-	-	10,06	1,26	4,08	15,29	16,34	11,01	-	-	-
Page 22 Solde du compte unique du Tré- sor (CCT consolidé)	-	-	-	-	33,76	30,40	23,12	12,19	27,75	25,27	-	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-déc. 2013	Jan-juin	Σ mois 2014	TO-FE 2014	janv-15	févr-15	mars-15	avr.-15	mai-15	juin-15	jan-juin	S1_15	LFI 2015 prov.
Solde du compte courant du Trésor (CCT)					33,76	30,40	23,12	12,19	27,75	25,27			
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en millions USD)					58,47	60,52	66,97	68,90	71,05	76,13			
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en milliards d'UM)					11,47	12,11	14,15	14,65	15,20	16,85			
Crédit net des banques commerciales à l'Etat					64,28	60,61	61,49	61,02	59,31	57,62			
Créances (Encours bt (-) Dépôts (CCP))					64,28	60,61	61,49	61,02	59,31	57,62			
Encours des bons du Trésor (BT)					72,54	67,78	68,22	67,22	66,92	64,82			
Bancaire					30,80	23,40	23,40	22,00	19,30	15,20			
Non bancaire					41,74	44,38	44,82	45,22	47,62	49,62			
Obligations cautionnées (OC)					8,26	7,17	6,73	6,20	7,61	7,20			

Annexe 2 : Classification fonctionnelle

Nomenclature Fonctionnelle			Désignation	Montant payé
1	1	1	01011 - Organes législatifs au niveau national	2 163 618 386,00
		2	01012 - Institutions républicaines	351 202 959,00
		3	01013 - organes exécutifs au niveau national	1 453 569 490,00
		4	01014 - Organes de contrôle	1 410 814 227,00
		5	01015 - Affaires étrangères	823 251 989,00
			Sous Total 1.1	6 202 457 051,00
	2	1	01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	3 239 839 997,00
		2	01022 - Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	455 582 209,00
		3	01023 - Services fiscaux	1 853 419 002,00
		5	01025 - Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	157 566 361,00
		6	01026 - Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	584 405 166,00
		7	01027 - Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	2 149 273 429,00
			Sous Total 1.2	8 440 086 164,00
	3	2	01032 - Services généraux de l'administration du développement	551 989 572,00
		4	01034 - Services généraux chargés de la décentralisation	338 630 406,00
		5	01035 - Services de la planification générale et services statistiques généraux	209 596 271,00
		6	01036 - Autres services généraux (archives, parc automobile, gestion du parc immobilier)	145 115 341,00
			Sous Total 1.3	1 245 331 590,00
	4	1	01041 - Recherche fondamentale	222 188 824,00
			Sous Total 1.4	222 188 824,00
	6	1	01061 - Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG)	250 000 000,00
		2	01062 - Services publics concernant l'état-civil	1 073 100 000,00
		3	01063 - Renforcement des capacités du secteur public	109 750 000,00
			Sous Total 1.6	1 432 850 000,00
	7	1	01071 - Opérations au titre de la dette publique	11 127 057 835,00
			Sous Total 1.7	11 127 057 835,00
			Total 1	28 669 971 464,00
2	1	1	02011 - Défense militaire	14 399 700 062,00
			Sous Total 2.1	14 399 700 062,00
	2	1	02021 - Défense civile	3 518 701 157,00
			Sous Total 2.2	3 518 701 157,00
			Sous Total 2	17 918 401 219,00

Nomenclature Fonction-nelle			Désignation	Montant payé
3	1	0	03010 - Services généraux de sécurité publique	2 180 536 027,00
			Sous Total 3.1	2 180 536 027,00
	3	1	03031 - Services généraux de la justice	1 656 614 752,00
		2	03032 - Cour suprême	334 399 668,00
		4	03034 - Parquets	0,00
		5	03035 - Tribunaux	0,00
			Sous Total 3.3	1 991 014 420,00
	4	1	03041 - Prisons	8 709 500,00
			Sous Total 4.1	8 709 500,00
	7	1	03071 - Ordre et sécurité n.c.a.	3 585 861 268,00
			Sous Total 4.7	3 585 861 268,00
			Sous Total 3	7 766 121 215,00
4	1	2	04012 - Affaires générales concernant la main d'invre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	193 227 557,44
		3	04013 - Programme de lutte contre le chômage	749 949 641,00
			Sous Total 4.1	943 177 198,44
	2	4	04024 - Agriculture	1 418 562 295,00
		5	04025 - Pêche	1 227 321 242,00
		6	04026 - Élevage	350 537 958,00
		7	04027 - Développement irrigué	1 740 507 097,00
			Sous Total 4.2	4 736 928 592,00
	3	1	04031 - Charbon et autres combustibles minéraux solides	1 711 896 547,00
		2	04032 - pétrole et gaz naturel	130 598 776,00
		4	04034 - Electricité	1 357 165 388,00
		5	04035 - Energies renouvelables	63 469 860,00
		6	04036 - Affaires générales concernant l'énergie	22 461 250,00
			Sous Total 4.3	3 285 591 821,00
	4	1	04041 - Industries extractives de ressources minérales	102 008 000,00
		5	04045 - Travaux publics	386 342 519,00
			Sous Total 4.4	488 350 519,00
	5	1	04051 - Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	7 077 771 226,80
		2	04052 - Transports maritimes et fluviaux	0,00
		4	04054 - Transport par voie aérienne	171 940 082,00
			Sous Total 4.5	7 249 711 308,80
	6	1	04061 - Affaires générales en matière de communication	48 178 506,00
		2	04062 - Poste	191 331 500,00
			Sous Total 4.6	239 510 006,00
	7	1	04071 - Commerce, distributions, entrepôts et magasins (contrôle de la qualité, contrôle des prix, contrôle de la concurrence etc..)	9 902 500,00
		2	04072 - Promotion du commerce extérieur	31 970 402,00
		4	04074 - Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	403 117 289,00
		6	04076 - Artisanat	12 969 500,00
			Sous Total 4.7	457 959 691,00
	8	1	04081 - Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	45 000 000,00
		4	04084 - Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	13 102 248,00
			Sous Total 4.8	58 102 248,00
			Sous Total 4	17 459 331 384,24

Nomenclature Fonction-nelle			Désignation	Montant payé
5	2	1	05021 - Gestion des eaux usées	112 770 015,00
			Sous Total 5.2	112 770 015,00
	4	1	05041 - Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	495 873 579,00
			Sous Total 5.4	495 873 579,00
	6	1	05061 - Protection de l'environnement n.c.a.	3 524 717 207,00
			Sous Total 5.6	3 524 717 207,00
			Sous Total 5	4 133 360 801,00
6	1	1	06011 - Développement collectif	469 465 900,00
			Sous Total 6.1	469 465 900,00
	3	1	06031 - Approvisionnement en eau potable	2 072 720 546,00
			Sous Total 6.3	2 072 720 546,00
	6	1	06061 - Aménagements collectifs et logements n.c.a.	1 404 353 009,00
			Sous Total 6.6	1 404 353 009,00
			Sous Total 6	3 946 539 455,00
7	1	1	07011 - Affaires générales concernant la santé	3 991 276 488,00
			Sous Total 7.1	3 991 276 488,00
	2	3	07023 - Appareillages médicaux et équipements	73 298 246,45
			Sous Total 7.2	73 298 246,45
	3	1	07031 - Services de médecine générale	314 434 500,00
		4	07034 - Services paramédicaux	76 729 000,00
		5	07035 - Laboratoires d'analyse médicale	187 494 581,00
			Sous Total 7.3	578 658 081,00
	4	1	07041 - Services hospitaliers généraux	1 735 444 000,00
		4	07044 - Services de maternité	125 956 332,00
			Sous Total 7.4	1 861 400 332,00
	5	1	07051 - Ecoles concernant la santé publique	208 271 000,00
		3	07053 - Centre de transfusion sanguine	127 478 000,00
		4	07054 - Santé et nutrition de l'enfant	1 214 602 416,00
		7	07057 - Santé mentale	120 926 000,00
			Sous Total 7.5	1 671 277 416,00
	6	2	07062 - Lutte contre le VIH	14 589 174,00
		3	07063 - Détection et lutte contre les maladies infectieuses	5 317 388,00
			Sous Total 7.6	19 906 562,00
	7	1	07071 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	297 948 500,00
			Sous Total 7.7	297 948 500,00
	8	0	07080 - Affaires concernant la santé	177 064 800,00
			Sous Total 7.8	177 064 800,00
			Sous Total 7	8 670 830 425,45

Nomenclature Fonctionnelle			Désignation	Montant payé
8	1	1	08011 - Services concernant les affaires religieuses	1 594 312 377,00
			Sous Total 8.1	1 594 312 377,00
	2	1	08021 - Services concernant la culture (bibliothèques, musées, théâtres, jardins botaniques, zoos, concerts, production de films)	551 322 314,00
			Sous Total 8.2	551 322 314,00
	3	1	08031 - Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 608 451 851,00
			Sous Total 8.3	1 608 451 851,00
	4	1	08041 - Services concernant la jeunesse	18 606 496,00
			Sous Total 8.4	18 606 496,00
	5	2	08052 - Services concernant le sport de compétition	189 276 733,00
			Sous Total 8.5	189 276 733,00
			Sous Total 8	3 961 969 771,00
9	1	1	09011 - Enseignement préprimaire et primaire	12 044 510 011,00
		2	09012 - Alphabétisation	34 147 000,00
			Sous Total 9.1	12 078 657 011,00
	2	1	09021 - Enseignement secondaire non différencié	5 584 531 247,00
		3	09023 - Second cycle de l'enseignement secondaire	0,00
		4	09024 - Enseignement secondaire technique	672 825 546,00
			Sous Total 9.2	6 257 356 793,00
	4	1	09041 - Enseignement du troisième degré non différencié	2 047 377 964,00
		4	09044 - Enseignement technique supérieur	478 185 400,00
			Sous Total 9.4	2 525 563 364,00
	5	2	09052 - enseignement technique	187 366 998,00
			Sous Total 9.5	187 366 998,00
	8	4	09084 - Affaires générales concernant l'enseignement	3 472 083 692,00
			Sous Total 9.8	3 472 083 692,00
			Sous Total 9	24 521 027 858,00
10	1	1	10011 - Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	8 484 425 542,60
	1	2	10012 - Sécurité alimentaire	647 943 000,00
	1	2	10012 - Sécurité alimentaire	7 500 000,00
	1	3	10013 - Microfinance	50 000 000,00
			Sous Total 10.1	9 189 868 542,60
	2	8	10028 - Prestations de logement	0,00
			Sous Total 10.2	0,00
	9	1	10091 - Protection sociale	364 573 254,00
			Sous Total 10.9	364 573 254,00
			Sous Total 10	9 554 441 796,60
11	1	1	11011 - Non Classé	1 875 285 711,00
			Sous Total 11.1	1 875 285 711,00
			Sous Total 11	1 875 285 711,00
			Total	128 477 281 100,29

Annexe 3 : Exécution du budget de l'Etat selon la classification administrative

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des autorisations	Exécution
01	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	1 929 604 000,00	0	1 929 604 000,00	646 249 833,00
0101	CABINET	1 527 001 000,00	0	1 527 001 000,00	394 723 585,00
0182	ÉTAT MAJOR PARTICULIER	278 784 000,00	0	278 784 000,00	139 823 835,00
0184	BUREAU DE SECURITE	10 235 000,00	0	10 235 000,00	9 234 975,00
0185	DGSED	108 041 000,00	0	108 041 000,00	99 695 938,00
0186	INSPECTION GÉNÉRALE DES FORCES	5 543 000,00	0	5 543 000,00	2 771 500,00
02	MINISTÈRE SECRÉTARIAT GENERAL	9 154 649 000,00	0	9 154 649 000,00	4 388 729 670,00
0201	CABINET	40 334 000,00	0	40 334 000,00	6 306 170,00
0202	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINIS	3 897 000,00	0	3 897 000,00	0,00
0204	SERVICE CONSEIL DE MINISTRES	3 016 000,00	0	3 016 000,00	0,00
0240	CIC - CENTRE INTERNATIONAL DE	70 289 000,00	0	70 289 000,00	35 144 500,00
0241	AGENCE NATIONALE D'ETUDES ET DE SUIVI DES PROJETS	820 900 000,00	0	820 900 000,00	239 172 500,00
0242	AGENCE TADHAMOUNE	7 708 948 000,00	0	7 708 948 000,00	3 854 474 000,00
0243	CENTRE DE REGULATION DE LA ZONE FRANCHE DE NOUADHI	507 265 000,00	0	507 265 000,00	253 632 500,00
03	PREMIER MINISTÈRE	1 713 627 000,00	0	1 713 627 000,00	780 465 924,00
0301	CABINET	1 016 748 000,00	0	1 016 748 000,00	445 211 349,00
0307	BUREAU DE PRESSE	8 950 000,00	0	8 950 000,00	2 239 840,00
0308	COMITE D'ANALYSE STRATEGIQUE	4 630 000,00	0	4 630 000,00	1 872 500,00
0309	IGE - INSPECTION GENERALE D'ÉT	204 056 000,00	0	204 056 000,00	92 858 735,00
0311	SERVICE DU PROTOCOLE	3 227 000,00	0	3 227 000,00	687 000,00
0312	HÔTEL DU PREMIER MINISTRE	16 603 000,00	0	16 603 000,00	8 301 500,00
0345	ENAJM - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION , DE JOUR	363 463 000,00	0	363 463 000,00	181 731 500,00
0346	AUTORITÉ NATIONALE DE RADIOPROTECTION, DE SURÛTÉ E	89 845 000,00	0	89 845 000,00	44 922 500,00
0381	BUREAU DE SECURITE	6 105 000,00	0	6 105 000,00	2 641 000,00
04	SENAT	770 000 000,00	0	770 000 000,00	385 000 000,00
0401	CABINET	770 000 000,00	0	770 000 000,00	385 000 000,00
05	ASSEMBLEE NATIONALE	2 455 000 000,00	0	2 455 000 000,00	1 227 500 000,00
0501	CABINET	2 455 000 000,00	0	2 455 000 000,00	1 227 500 000,00
06	HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	63 828 000,00	0	63 828 000,00	31 914 000,00
0601	CABINET	63 828 000,00	0	63 828 000,00	31 914 000,00
07	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	190 000 000,00	0	190 000 000,00	95 000 000,00
0701	CABINET	190 000 000,00	0	190 000 000,00	95 000 000,00
08	COUR DES COMPTES	421 292 000,00	0	421 292 000,00	175 788 603,00
0801	CABINET	421 292 000,00	0	421 292 000,00	175 788 603,00
09	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERN	1 643 035 000,00	0	1 643 035 000,00	253 138 848,24
0901	CABINET	1 288 948 000,00	0	1 288 948 000,00	130 117 213,00
0902	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINI	40 901 000,00	0	40 901 000,00	15 234 582,80
0903	DIRECTION DES ARCHIVES NATION	32 054 000,00	0	32 054 000,00	5 432 007,00
0904	DIRECTION GENERALE DE LA COORD	63 629 000,00	0	63 629 000,00	18 747 183,00
0906	BOM - BUREAU ORGANISATION ET M	8 600 000,00	0	8 600 000,00	4 230 819,60
0907	DIRECTION GENERALE DE LA LÉGIS	51 645 000,00	0	51 645 000,00	18 304 328,84
0911	CONTRÔLE FINANCIER	58 756 000,00	0	58 756 000,00	28 596 714,00
0914	COMMISSION NATIONALE DES CONCOURS	44 100 000,00	0	44 100 000,00	5 275 000,00
0917	COMMISSARIAT DU GOUVERNEMENT	2 402 000,00	0	2 402 000,00	1 201 000,00
0990	CNCMP	52 000 000,00	0	52 000 000,00	26 000 000,00
10	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATION	44 291 134 000,00	0	44 291 134 000,00	15 001 068 430,93
1001	CABINET	64 923 000,00	0	64 923 000,00	38 233 800,00
1002	DIRECTION DES SERVICES FINANCI	34 635 000,00	0	34 635 000,00	20 781 000,00
1003	DIRECTION DE DOCUMENTATION ET	9 456 000,00	0	9 456 000,00	5 673 600,00
1005	DIRECTION DE LA JUSTICE MILITAIRE	8 257 000,00	0	8 257 000,00	4 954 200,00

Impu- tation	Libellé	LFI	Modifi- cations	Total des auto- risations	Exécution
1006	DIRECTION DES RELATIONS EXTERI	8 836 000,00	0	8 836 000,00	5 301 600,00
1007	MUTUELLE DES FORCES ARMEE	9 326 000,00	0	9 326 000,00	5 595 600,00
1008	DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE SANTE DES FORCE	272 000 000,00	0	272 000 000,00	193 200 000,00
1009	DIRECTION DE LA CHANCELLERIE ET DE LA LEGISLATION	9 150 000,00	0	9 150 000,00	5 490 000,00
1010	DIRECTION D'AIDE A LA RECONVERSION ET A L'INSERTIO	9 300 000,00	0	9 300 000,00	5 580 000,00
1081	ADMINISTRATION CENTRALE	198 013 000,00	0	198 013 000,00	111 281 000,00
1082	ARMÉE NATIONALE	35 879 885 000,00	0	35 879 885 000,00	10 244 532 664,00
1083	GENDARMERIE NATIONALE	7 787 353 000,00	0	7 787 353 000,00	4 360 444 966,93
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGE	8 315 623 000,00	0	8 315 623 000,00	3 609 465 419,00
1101	CABINET	908 771 000,00	0	908 771 000,00	323 200 457,00
1102	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FI	5 580 000,00	0	5 580 000,00	1 486 772,00
1103	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	5 450 000,00	0	5 450 000,00	0,00
1104	DIRECTION DES AFFAIRES DU MONDE ARA- BE ET DES ORGAN	3 180 000,00	0	3 180 000,00	1 517 210,00
1106	DIRECTION DES AFFAIRES EUROPÉENNES	3 180 000,00	0	3 180 000,00	1 305 580,00
1107	DIRECTION DES AFFAIRES AMERICAINES ET ASIATIQUES	3 180 000,00	0	3 180 000,00	687 880,00
1109	INSPECTION GENERALE DES AMBASSADES	9 236 000,00	0	9 236 000,00	2 815 720,00
1110	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES TRAITES	3 180 000,00	0	3 180 000,00	370 620,00
1111	DIRECTION DES AFFAIRES AFRICAINES	3 180 000,00	0	3 180 000,00	891 924,00
1112	DIRECTION DU MONDE ARABE ET DE	3 680 000,00	0	3 680 000,00	721 520,00
1114	DIRECTION DE LA COOPÉRATION INTERNA- TIONALE	18 035 000,00	0	18 035 000,00	5 922 858,00
1115	DIRECTION DES MAURITANIENS DE L'EX- TERIEUR ET DES A	3 180 000,00	0	3 180 000,00	379 784,00
1116	DIRECTION AMERIQUE ASIE	3 630 000,00	0	3 630 000,00	972 080,00
1117	DIRECTION DU PROTOCOLE	7 350 000,00	0	7 350 000,00	1 117 544,00
1118	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE , DE LA DOCUMENTATION	3 180 000,00	0	3 180 000,00	0,00
1119	DIRECTION DES AFFAIRES MAGHREBINES	3 180 000,00	0	3 180 000,00	0,00
1120	FONCTIONNEMENT DES AMBASSADES	391 986 000,00	0	391 986 000,00	81 184 827,00
1121	AMBASSADES AFRIQUE - ASIE	1 521 820 000,00	0	1 521 820 000,00	695 210 925,00
1122	AMBASSADES MONDE ARABE	2 022 436 000,00	0	2 022 436 000,00	969 572 138,00
1123	AMBASSADES EUROPE - AMÉRIQUE	2 568 278 000,00	0	2 568 278 000,00	1 204 844 005,00
1130	CONSULATS	471 451 000,00	0	471 451 000,00	199 993 173,00
1140	AUTRES REPRESENTATIONS A L'ÉTRANGER	224 143 000,00	0	224 143 000,00	105 009 052,00
1181	Cabinet ministre délégués auprès du MAEC char- gées	128 337 000,00	0	128 337 000,00	12 261 350,00
12	MINISTÈRE DE LA COM. ET DES REL. AVEC LE PARLEMENT	3 639 578 000,00	0	3 639 578 000,00	1 667 108 362,00
1201	CABINET	709 504 000,00	0	709 504 000,00	161 403 791,00
1202	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINAN- CIERE	2 710 000,00	0	2 710 000,00	629 392,00
1203	DIRECTION DE LA PRESSE ECRITE	1 974 000,00	0	1 974 000,00	99 528,00
1204	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	2 090 000,00	0	2 090 000,00	306 508,00
1205	DIRECTION RELATIONS AVEC LE S	3 564 000,00	0	3 564 000,00	545 142,00
1207	DIRECTION DE LA SOCIETE CIVILE	162 954 000,00	0	162 954 000,00	78 663 319,00
1209	DIRECTION DE LA PRESSE ECRITE	7 854 000,00	0	7 854 000,00	3 199 752,00
1211	DIRECTION DE LA PRESSE ELECTRONIQUE	2 442 000,00	0	2 442 000,00	389 506,00
1212	DIRECTION DE LA COOPERATION ET	1 496 000,00	0	1 496 000,00	171 564,00
1213	DIRECTION DES ETUDES, DE LA PROGRAM- MATION ET DE L	1 987 000,00	0	1 987 000,00	198 360,00
1240	Imprimerie Nationale	227 156 000,00	0	227 156 000,00	113 578 000,00
1243	TVM	777 007 000,00	0	777 007 000,00	388 503 500,00
1244	Radio Mauritanie	768 742 000,00	0	768 742 000,00	434 371 000,00
1245	AMI	517 778 000,00	0	517 778 000,00	258 889 000,00
1246	TÉLÉDIFFUSION DE MAURITANIE	452 320 000,00	0	452 320 000,00	226 160 000,00

Impu- tation	Libellé	LFI	Modi- fication s	Total des auto- risations	Exécution
13	HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RE- COURS GRACIEUX	171 000 000,00	0	171 000 000,00	85 500 000,00
1301	CABINET	171 000 000,00	0	171 000 000,00	85 500 000,00
14	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	4 632 460 000,00	0	4 632 460 000,00	1 979 082 033,00
1401	CABINET	822 890 000,00	0	822 890 000,00	476 251 003,40
1402	DIRECTION DES ETUDES, DE LA LEGISLA- TION ET DE LA C	5 000 000,00	0	5 000 000,00	1 097 476,00
1403	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	85 353 000,00	0	85 353 000,00	22 382 308,00
1404	DAFIM-DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIE- RES DES INFRA	397 725 000,00	0	397 725 000,00	175 004 620,00
1405	INSPECTION GENERALE DE L'ADMINISTRA- TION JUDICIAIRE	23 838 000,00	0	23 838 000,00	7 594 004,00
1406	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU	17 909 000,00	0	17 909 000,00	5 312 996,00
1407	DIRECTION DES AFFAIRES PENALES ET DE L'ADMINISTRAT	456 610 000,00	0	456 610 000,00	131 674 516,00
1408	DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANT	4 930 000,00	0	4 930 000,00	1 600 000,00
1409	IGAJP - INSPECTION GENERALE DE	10 166 000,00	0	10 166 000,00	1 807 876,00
1410	COUR D'APPEL DE NOUAKCHOTT	395 164 000,00	0	395 164 000,00	90 684 700,60
1411	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	74 350 000,00	0	74 350 000,00	19 951 228,00
1412	STRUCTURES JUDICIAIRES DE NOUAK- CHOTT	2 103 662 000,00	0	2 103 662 000,00	931 182 305,00
1420	STRUCTURES JUDICIAIRES DU HODH EL CHARGHI	4 563 000,00	0	4 563 000,00	2 281 500,00
1421	STRUCTURES JUDICIAIRES DU HODH EL GHARBI	3 513 000,00	0	3 513 000,00	1 756 500,00
1422	STRUCTURES JUDICIAIRES DE L'ASSABA	7 808 000,00	0	7 808 000,00	3 904 000,00
1423	STRUCTURES JUDICIAIRES DU GUIDIMAGHA	2 813 000,00	0	2 813 000,00	1 406 500,00
1424	STRUCTURES JUDICIAIRES DU GORGOL	3 513 000,00	0	3 513 000,00	1 756 500,00
1425	STRUCTURES JUDICIAIRES DU TAGANT	4 813 000,00	0	4 813 000,00	1 581 500,00
1426	STRUCTURES JUDICIAIRES DU BRAKNA	3 963 000,00	0	3 963 000,00	1 981 500,00
1427	STRUCTURES JUDICIAIRES DE L'ADRAR	3 513 000,00	0	3 513 000,00	1 756 500,00
1428	STRUCTURES JUDICIAIRES DE NOUADHIBOU	33 010 000,00	0	33 010 000,00	14 437 500,00
1431	STRUCTURES JUDICIAIRES DE TIRIS ZE- MOUR	3 113 000,00	0	3 113 000,00	1 556 500,00
1432	STRUCTURES JUDICIAIRES D'INCHIRI	2 563 000,00	0	2 563 000,00	1 281 500,00
1433	STRUCTURES JUDICIAIRES DU TRARZA	4 213 000,00	0	4 213 000,00	2 106 500,00
1441	COURS CRIMINELLES	157 465 000,00	0	157 465 000,00	78 732 500,00
16	MINISTÈRE DES FINANCES	5 361 924 000,00	1500000 0	5 376 924 000,00	2 945 764 992,28
1601	CABINET	518 229 000,00	0	518 229 000,00	449 947 109,28
1602	DAF - DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FI- NANCIÈRE	322 498 000,00	0	322 498 000,00	222 426 864,00
1604	DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ	944 531 000,00	1500000 0	959 531 000,00	603 559 391,40
1605	DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET	1 059 371 000,00	0	1 059 371 000,00	470 858 542,60
1606	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS	588 227 000,00	0	588 227 000,00	401 795 645,00
1607	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	4 700 000,00	0	4 700 000,00	0,00
1609	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 467 215 000,00	0	1 467 215 000,00	607 112 409,00
1610	DIRECTION GÉNÉRALE DES DOMAINES DU PATRIMOINE DE L	232 264 000,00	0	232 264 000,00	146 220 841,00
1611	DIRECTION DE LA TUTELLE FINANCIÈRE	20 105 000,00	0	20 105 000,00	8 052 500,00
1614	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE RÉFORMES DES FINA	200 000 000,00	0	200 000 000,00	35 233 040,00
1651	COMMISSION FISCALE	4 784 000,00	0	4 784 000,00	558 650,00
17	MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMI	5 902 430 000,00	0	5 902 430 000,00	2 802 104 918,08
1701	CABINET	986 957 000,00	0	986 957 000,00	579 273 429,08
1702	DAAF - DIRECTION DES AFFAIRES ADMINIS- TRATIVES ET F	227 791 000,00	0	227 791 000,00	106 990 739,00

Imputa- tion	Libellé	LFI	Modifi- cations	Total des auto- risations	Exécution
1703	DGPESD-DIRECTION GENERALE DE LA POLI- TIQUE ECONOMIQ	198 010 000,00	0	198 010 000,00	60 639 500,00
1704	DIRECTION GENERALE DES PROJETS ET PROGRAMMES D'INV	81 600 000,00	0	81 600 000,00	17 673 000,00
1718	DGPSP- DIRECTION GENERALE DE LA PRO- MOTION DU SECTE	80 150 000,00	0	80 150 000,00	13 850 000,00
1741	ONS - OFFICE NATIONAL DE LA STATISTI- QUE	516 486 000,00	0	516 486 000,00	186 724 750,00
1761	DIRECTION DES PROJETS ÉDUCATION ET FORMATION	880 000 000,00	0	880 000 000,00	440 000 000,00
1768	CC PDU - CELLULE DE COORDINATION DU PROGRAMME DE D	2 250 000 000,00	0	2 250 000 000,00	1 125 000 000,00
1771	APAUS - AGENCE DE PROMOTION POUR L'ACCES UNIVERSEL	546 436 000,00	0	546 436 000,00	228 203 500,00
1777	CMAP - CENTRE MAURITANIEN D'AN	95 000 000,00	0	95 000 000,00	23 750 000,00
1790	CPM SECTEURS ECONIMIE ET FINANCES	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
18	MINISTÈRE DU COMM.DE L'INDUST.DE L'ART. ET DU TOUR	1 013 171 000,00	0	1 013 171 000,00	406 149 211,40
1801	CABINET	402 545 000,00	0	402 545 000,00	190 928 689,00
1802	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FI	3 835 000,00	0	3 835 000,00	0,00
1806	Dir Etudes Et Cooperation	55 453 000,00	0	55 453 000,00	5 426 576,00
1807	Direction du contrôle des assu	15 305 000,00	0	15 305 000,00	2 249 704,00
1808	Direction de la Concurrence de	28 775 000,00	0	28 775 000,00	2 370 254,00
1809	INSPECTION GENERALE	8 133 000,00	0	8 133 000,00	4 096 376,40
1811	DIRECTION DE LA PROMOTION DU C	15 382 000,00	0	15 382 000,00	0,00
1816	DIRECTION DU TOURISME	18 684 000,00	0	18 684 000,00	1 826 667,00
1818	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT INDUS- TRIEL	14 006 000,00	0	14 006 000,00	0,00
1819	DIRECTION DE LA NORMALISATION ET DE LA PROMOTION D	24 051 000,00	0	24 051 000,00	1 200 000,00
1820	BRIGADES REGIONALES POUR LA CO	31 193 000,00	0	31 193 000,00	15 146 445,00
1840	ONT - OFFICE NATIONAL DU TOURI	357 615 000,00	0	357 615 000,00	163 807 500,00
1841	CCIA - CHAMBRE DE COMMERCE, D'	38 194 000,00	0	38 194 000,00	19 097 000,00
19	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'É	3 235 474 000,00	0	3 235 474 000,00	983 614 101,00
1901	CABINET	335 774 000,00	0	335 774 000,00	90 129 604,00
1902	DAAF - DIRECTION DES AFFAIRES	2 914 000,00	0	2 914 000,00	0,00
1903	DPC - DIRECTION DE LA PROGRAMM	1 189 000,00	0	1 189 000,00	0,00
1904	GARDE CÔTE MAURITANIE	1 335 260 000,00	0	1 335 260 000,00	554 308 370,00
1909	INSPECTION GENERALE	8 269 000,00	0	8 269 000,00	1 500 000,00
1912	DARO - DIRECTION DE L'AMENAGEM	13 400 000,00	0	13 400 000,00	0,00
1913	DPI - DIRECTION DE LA PÊCHE I	33 525 000,00	0	33 525 000,00	8 897 303,00
1914	DPAC - DIRECTION DE LA PÊCHE ARTISA- NALE ET CÔTIÈR	21 603 000,00	0	21 603 000,00	0,00
1915	DIPIS - DIRECTION DES INDUSTRIES DE PÊ- CHE ET DE L'	1 353 000,00	0	1 353 000,00	0,00
1916	DMM -DIRECTION DE LA MARINE MA	22 214 000,00	0	22 214 000,00	0,00
1918	DFM - DIRECTION DE LA FORMATI	10 823 000,00	0	10 823 000,00	3 056 204,00
1919	DRM - DIRECTION REGIONALE MARI	26 342 000,00	0	26 342 000,00	6 842 120,00
1941	IMROP - INSTITUT MAURITANIEN D	924 156 000,00	0	924 156 000,00	144 554 500,00
1944	Office Nationale pour l'Inspec	498 652 000,00	0	498 652 000,00	174 326 000,00
21	MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET D	32 680 928 000,00	0	32 680 928 000,00	21 268 254 729,07
2101	CABINET	3 389 360 000,00	0	3 389 360 000,00	2 476 260 155,48
2102	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINIS	8 509 000,00	0	8 509 000,00	2 813 707,00
2105	SERVICES REGIONAUX	600 000,00	0	600 000,00	0,00
2106	Direction Générale des transp	41 658 000,00	0	41 658 000,00	7 013 675,00
2107	DIR DU MATERIEL	36 208 000,00	0	36 208 000,00	0,00

Impu- tation	Libellé	LFI	Modifica- tions	Total des autori- sations	Exécution
2109	INSPECTION GENERALE	10 850 000,00	0	10 850 000,00	3 900 000,00
2110	Direction régionale transport	2 400 000,00	0	2 400 000,00	0,00
2111	Direction des Infrastructures	28 786 997 000,00	0	28 786 997 000,00	18 641 845 151,59
2118	DIRECTION DES ETUDES, DE LA PRO- GRAMMATION ET DE LA	132 300 000,00	0	132 300 000,00	399 040,00
2142	ANAC - AGENCE NATIONALE POUR L	155 605 000,00	0	155 605 000,00	77 802 500,00
2144	ONM - OFFICE NATIONAL DE MÉTÉO	53 004 000,00	0	53 004 000,00	26 502 000,00
2161	LNTP - LABORATOIRE NATIONAL DE	23 437 000,00	0	23 437 000,00	11 718 500,00
2190	CPM SECTEURS DES INFRASTRUCTURES	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
23	MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE DE	500 000 000,00	0	500 000 000,00	250 000 000,00
2301	CABINET	500 000 000,00	0	500 000 000,00	250 000 000,00
25	MINISTRE D'ETAT A L'EDUC.NATION.A L'ENSEIGN.SUPERI	44 021 650 000,00	517511813	44 539 161 813,00	21 673 973 279,00
2501	CABINET	3 020 871 000,00	0	3 020 871 000,00	1 374 297 871,00
2502	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINIS	12 682 000,00	0	12 682 000,00	0,00
2504	DIRECTION DES STRATEGIES, DE LA PROGRAMMATION ET D	51 739 000,00	0	51 739 000,00	22 867 629,00
2506	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAI- NES	1 960 817 000,00	517511813	2 478 328 813,00	1 819 897 420,00
2507	DIRECTION DE L'ENSEIGEMENT FON	23 541 521 000,00	0	23 541 521 000,00	12 025 963 845,00
2508	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SE- CONDAIRE	13 391 307 000,00	0	13 391 307 000,00	5 629 979 655,00
2509	INSPECTION GENERALE DE L'EDUCA- TION NATIONALE	63 440 000,00	0	63 440 000,00	7 825 440,00
2511	DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE LA MAINTENANCE	8 000 000,00	0	8 000 000,00	203 464,00
2512	DIRECTION DE LA NUTRITION ET DE L'EDUCATION SANITA	104 626 000,00	0	104 626 000,00	26 782 840,00
2514	DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE L'ENSEIGNMENT DES S	90 028 000,00	0	90 028 000,00	12 980 365,00
2515	DIRECTION DE L'EMPLOI	24 898 000,00	0	24 898 000,00	3 648 548,00
2516	DIRECTION DE L'INSERTION	10 000 000,00	0	10 000 000,00	0,00
2518	DIRECTION DES EXAMENS ET DE L'EVALUATION	359 213 000,00	0	359 213 000,00	226 976 526,00
2519	COORDINATION SECTORIELLE DE LUT- TE CONTRE LE SIDA	10 000 000,00	0	10 000 000,00	1 663 174,00
2520	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE	10 060 000,00	0	10 060 000,00	0,00
2521	DREFP HODH CHARGHI	57 222 000,00	0	57 222 000,00	18 850 666,00
2522	DREFP HODH GHARBI	43 063 000,00	0	43 063 000,00	14 354 335,00
2523	DREFP ASSABA	50 287 000,00	0	50 287 000,00	16 762 334,00
2524	DREFP BRAKNA	48 488 000,00	0	48 488 000,00	16 162 666,00
2525	DREFP TRARZA	51 516 000,00	0	51 516 000,00	17 171 999,00
2526	DREFP ADRAR	37 631 000,00	0	37 631 000,00	12 543 666,00
2527	DREFP TAGANT	26 166 000,00	0	26 166 000,00	8 722 000,00
2528	DREFP GUIDIMAKHA	29 599 000,00	0	29 599 000,00	9 866 334,00
2529	DREFP T.ZEMMOUR	23 767 000,00	0	23 767 000,00	7 922 333,00
2530	DREFP INCHIRI	6 488 000,00	0	6 488 000,00	2 162 667,00
2531	DREFP NDB	39 225 000,00	0	39 225 000,00	10 007 665,00
2532	DREFP GORGOL	52 250 000,00	0	52 250 000,00	14 749 668,00
2533	DREFP NKC01	50 973 000,00	0	50 973 000,00	16 991 001,00
2534	DREFP NKC 02	51 955 000,00	0	51 955 000,00	17 318 335,00
2535	DREN NKC 03	69 718 000,00	0	69 718 000,00	22 988 331,00
2540	ENI AIOUN - ECOLE NORMALE D'INSTI- TUTEURS D'AIOUN	133 992 000,00	0	133 992 000,00	61 996 000,00
2541	IPN - INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIO- NAL	309 987 000,00	0	309 987 000,00	119 993 500,00
2542	ENI NOUAKCHOTT - ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE N	198 696 000,00	0	198 696 000,00	91 848 000,00
2543	ECOLE APPLICATION 7	475 000,00	0	475 000,00	158 334,00
2544	ECOLE APPLICATION 8	475 000,00	0	475 000,00	158 334,00
2545	ECOLE ANNEXE ENI	475 000,00	0	475 000,00	158 334,00
2546	UNIVERSITÉ DE NOUAKCHOTT	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
2547	ENS - ECOLE NORMALE SUPERIEURE	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00

Impu- tation	Libellé	LFI	Modifi- cations	Total des autorisations	Exécution
26	MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES A	9 213 004 000,00	0	9 213 004 000,00	1 678 541 901,99
2601	CABINET	2 139 018 000,00	0	2 139 018 000,00	637 870 809,68
2603	DPCIS - DIRECTION DE LA PLANIF	10 411 000,00	0	10 411 000,00	302 820,32
2604	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAI	332 988 000,00	0	332 988 000,00	1 627 920,00
2605	DELEGATION HODH CHARGUI	9 202 000,00	0	9 202 000,00	6 970 680,00
2606	DELEGATION HODH GHARBI	7 592 000,00	0	7 592 000,00	5 824 080,00
2607	DELEGATION ASSABA	8 634 000,00	0	8 634 000,00	6 205 720,00
2608	DELEGATION GORGOL	5 086 000,00	0	5 086 000,00	3 126 720,00
2609	IGS - INSPECTION GENERALE DE L	6 682 000,00	0	6 682 000,00	5 182 480,00
2610	DELEGATION DU TRARZA	6 083 000,00	0	6 083 000,00	3 837 400,00
2611	DIRECTION DES ETABLISSEMENTS D	2 627 000,00	0	2 627 000,00	1 488 440,00
2612	DIRECTION DE LA LUTTE CONTRE L	1 902 000,00	0	1 902 000,00	998 320,00
2613	DIRECTION DE LA PHARMACIE ET D	2 198 000,00	0	2 198 000,00	1 287 040,00
2614	DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE	3 243 000,00	0	3 243 000,00	1 777 840,00
2615	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES,	1 698 000,00	0	1 698 000,00	1 084 640,00
2616	DELEGATION INCHIRI	1 493 000,00	0	1 493 000,00	756 480,00
2617	DELEGATION NKTT	3 327 000,00	0	3 327 000,00	2 349 800,00
2618	DIRECTION DES POLITIQUES, COOPERATION ET SUIVI EVA	149 869 000,00	0	149 869 000,00	8 060 000,00
2619	INSPECTION GENERALE	9 734 000,00	0	9 734 000,00	4 030 000,00
2620	SERVICES REGIONAUX	1 399 549 000,00	0	1 399 549 000,00	158 498 535,99
2621	DRPSS HODH EL CHARGUI	3 715 337 000,00	0	3 715 337 000,00	154 062 800,00
2622	DRPSS HODH EL GHARBI	8 455 000,00	0	8 455 000,00	591 376,00
2643	CNTS - CENTRE NATIONAL DE TRAN	106 891 000,00	0	106 891 000,00	53 445 500,00
2644	ENSP - ECOLE NATIONALE DE LA	191 962 000,00	0	191 962 000,00	95 981 000,00
2645	INSM-INSTITUT NATIONAL DES SPE	157 643 000,00	0	157 643 000,00	78 821 500,00
2660	SONADER - SOCIETE NATIONALE POUR LE DÉVE- LOPPEMENT	484 370 000,00	0	484 370 000,00	220 855 000,00
2662	UC- OASIS/MDR	260 010 000,00	0	260 010 000,00	130 005 000,00
2666	FERME DE M'POURIE	147 000 000,00	0	147 000 000,00	73 500 000,00
2690	CPM SECTEUR RURAL	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
27	SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGE DES	3 105 507 000,00	0	3 105 507 000,00	445 068 388,00
2701	CABINET	2 492 572 000,00	0	2 492 572 000,00	288 680 112,00
2702	DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES	282 971 000,00	0	282 971 000,00	39 544 124,00
2703	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIE	12 600 000,00	0	12 600 000,00	2 285 895,00
2704	DÉLÉGATIONS RÉGIONALES D'ÉLEVAGE	63 000 000,00	0	63 000 000,00	30 030 000,00
2718	DIRECTION DES POLITIQUES, COOPERATION ET SUIVI EVA	11 000 000,00	0	11 000 000,00	4 622 089,00
2719	INSPECTION GENERALE	10 920 000,00	0	10 920 000,00	3 916 048,00
2722	DIRECTION DES DEVELOPPEMENTS DES FILIERES ANIMALES	82 530 000,00	0	82 530 000,00	4 822 120,00
2742	CNERV - CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RE- CHERCHE	82 336 000,00	0	82 336 000,00	41 168 000,00
2764	CAIE - CENTRALE D'ACHAT DES INTRANTS ELEVA- GE	7 578 000,00	0	7 578 000,00	0,00
2765	UNCECEL (CREDIT DE L'ELEVAGE)	60 000 000,00	0	60 000 000,00	30 000 000,00
28	A completer par LF 2015	1 465 205 000,00	48765000	1 513 970 000,00	691 547 187,00
2801	A completer par LF 2015	859 124 000,00	48765000	907 889 000,00	555 539 746,00
2802		6 800 000,00	0	6 800 000,00	986 000,00
2803	DIRECTION DES ETUDES DE LA PROGRAMMATION ET DE LA	8 559 000,00	0	8 559 000,00	0,00
2809	INSPECTION GENERALE	7 750 000,00	0	7 750 000,00	2 000 000,00
2811	DIRECTION DES HAUTES COMPÉTITIONS	91 738 000,00	0	91 738 000,00	47 000 000,00
2812	DIRECTION DES LOISIRS	31 159 000,00	0	31 159 000,00	0,00
2813	A completer par LF 2015	84 031 000,00	0	84 031 000,00	3 853 121,00
2814	A completer par LF 2015	103 289 000,00	0	103 289 000,00	1 209 820,00
2815	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA JEU- NESSE ET DE	34 250 000,00	0	34 250 000,00	0,00
2820	DELEGATIONS REGIONALES DE LA JEUNESSE ET DES SPORT	31 185 000,00	0	31 185 000,00	0,00

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des autorisations	Exécution
2833	DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	5 000 000,00	0	5 000 000,00	0,00
2834	DELEGATION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	5 403 000,00	0	5 403 000,00	0,00
2843	OCO - OFFICE DU COMPLEXE OLYMPIQUE	94 861 000,00	0	94 861 000,00	42 430 500,00
2848	CNFCJS - CENTRE NATIONAL DE FORMATION DES CADRES	102 056 000,00	0	102 056 000,00	38 528 000,00
32	COUR SUPRÊME	543 042 000,00	0	543 042 000,00	255 667 168,00
3201	CABINET	525 042 000,00	0	525 042 000,00	246 667 168,00
3208	COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA	18 000 000,00	0	18 000 000,00	9 000 000,00
33	MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	66 060 000,00	0	66 060 000,00	33 030 000,00
3301	CABINET	66 060 000,00	0	66 060 000,00	33 030 000,00
34	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALI	2 005 886 000,00	0	2 005 886 000,00	647 943 000,00
3401	CABINET	2 005 886 000,00	0	2 005 886 000,00	647 943 000,00
36	CONSEIL DU PRIX CHINGUITTI	108 000 000,00	0	108 000 000,00	54 000 000,00
3601	CABINET	108 000 000,00	0	108 000 000,00	54 000 000,00
37	MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA	1 475 876 000,00	0	1 475 876 000,00	562 206 791,08
3701	CABINET	949 161 000,00	0	949 161 000,00	366 723 875,00
3702	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE	11 390 000,00	0	11 390 000,00	2 576 765,00
3703	DIRECTION DES ETUDES DE LA PROGRAMMATION ET DE LA	6 559 000,00	0	6 559 000,00	778 035,00
3704	DIRECTION DE L'ARTISANAT ET DES METIERS	10 335 000,00	0	10 335 000,00	460 000,00
3707	DIRECTION DE LA CULTURE ET DES ARTS	12 407 000,00	0	12 407 000,00	1 969 600,08
3709	INSPECTION GENERALE	6 940 000,00	0	6 940 000,00	3 000 000,00
3710	DIRECTION DU PATRIMOINE CULTUREL	8 657 000,00	0	8 657 000,00	1 616 808,00
3715	DIRECTION DE LA LECTURE PUBLIQUE	8 776 000,00	0	8 776 000,00	706 208,00
3718	COMMISSION NATIONALE DE L'UNESCO	30 262 000,00	0	30 262 000,00	10 131 000,00
3733	DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LA CULTURE, JEUNESSE ET SP	2 950 000,00	0	2 950 000,00	1 275 000,00
3734	DELEGATION RÉGIONALE DE LA CULTURE DE NDB	5 793 000,00	0	5 793 000,00	2 896 500,00
3741	IMRS - INSTITUT MAURITANIEN DE RECHERCHES SCIENTIF	127 679 000,00	0	127 679 000,00	51 339 500,00
3742	FNSVA - FONDATION NATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DES	57 472 000,00	0	57 472 000,00	26 236 000,00
3746	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	57 589 000,00	0	57 589 000,00	21 294 500,00
3747	OFFICE NATIONAL DES MUSÉES	62 964 000,00	0	62 964 000,00	21 482 000,00
3749	IMM - INSTITUT MAURITANIEN DE MUSIQUE	66 923 000,00	0	66 923 000,00	27 211 500,00
3750	CHAMBRE NATIONALE D'ARTISANAT ET DES MÉTIERS	30 019 000,00	0	30 019 000,00	12 509 500,00
3751	CENTRE CULTUREL DE DAKAR	20 000 000,00	0	20 000 000,00	10 000 000,00
39	MINISTÈRE DES AFF. ISLAM. ET DE L'ENSEIGN. ORIGIN	3 728 635 000,00	0	3 728 635 000,00	1 664 396 894,00
3901	CABINET	1 140 542 000,00	0	1 140 542 000,00	484 862 804,00
3902	DIRECTION ADMINISTATIVE ET FIN	5 333 000,00	0	5 333 000,00	331 992,00
3903	DIRECTION DE LA PROGRAMMATION	22 597 000,00	0	22 597 000,00	0,00
3905	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRE	620 253 000,00	0	620 253 000,00	364 161 500,00
3909	INSPECTION GENERALE	10 119 000,00	0	10 119 000,00	3 787 100,00
3913	DIRECTION DE L'ALPHABETISATION	124 111 000,00	0	124 111 000,00	34 147 000,00
3914	DIRECTION DES MOSQUÉES	598 000 000,00	0	598 000 000,00	240 270 000,00
3915	DIRECTION DES MAHADRAS DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	175 000 000,00	0	175 000 000,00	40 000 000,00
3917	DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS	5 000 000,00	0	5 000 000,00	499 998,00
3940	UNIVERSITE DES SCIENCES ISLAMIQVES D'AIOUN	352 026 000,00	0	352 026 000,00	176 013 000,00
3941	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES ET	444 740 000,00	0	444 740 000,00	204 870 000,00
3942	CENTRE DE FORMATION PROFESIONN	86 497 000,00	0	86 497 000,00	43 245 000,00
3945	CENTRE DE FORMATION DES MAHADR	23 548 000,00	0	23 548 000,00	11 774 000,00
3946	CENTRE DE FORMATION DES MAHADR	22 648 000,00	0	22 648 000,00	11 324 000,00
3947	CENTRE DE FORMATION DES MAHADR	20 648 000,00	0	20 648 000,00	10 324 000,00
3948	CENTRE DE FORMATION DES MAHADR	23 648 000,00	0	23 648 000,00	11 824 000,00

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des auto-risations	Exécution
3952	ETABLISSEMENT NATIONAL DES AWQAF	53 925 000,00	0	53 925 000,00	26 962 500,00
42	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SU	8 418 147 000,00	0	8 418 147 000,00	3 780 541 565,00
4201	CABINET	818 690 000,00	0	818 690 000,00	302 309 454,00
4202	DIRECTION DES FINANCES DU PATRIMOINE ET DE LA MAI	11 718 000,00	0	11 718 000,00	403 680,00
4203	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	1 712 928 000,00	0	1 712 928 000,00	753 519 573,00
4204	DIRECTION DES STRATÉGIES ET DE LA PROGRAMMATION	45 892 000,00	0	45 892 000,00	0,00
4205	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	6 010 000,00	0	6 010 000,00	457 562,00
4206	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	67 504 000,00	0	67 504 000,00	18 225 304,00
4207	A completer par LF 2014	69 083 000,00	0	69 083 000,00	26 456 992,00
4209	IGESRS - INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUP	13 184 000,00	0	13 184 000,00	2 600 000,00
4241	INSTITUT SUPÉRIEUR PROFESSIONNEL DES LANGUES ET DE	92 000 000,00	0	92 000 000,00	46 000 000,00
4246	UNIVERSITÉ DE NOUAKCHOTT	1 757 933 000,00	0	1 757 933 000,00	823 966 500,00
4247	ENS - ECOLE NORMALE SUPERIEURE	431 600 000,00	0	431 600 000,00	215 800 000,00
4248	ISSET - INSTITUT SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOG	357 835 000,00	0	357 835 000,00	178 917 500,00
4249	ISCAE	160 963 000,00	0	160 963 000,00	80 481 500,00
4250	CENTRE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	1 432 302 000,00	0	1 432 302 000,00	716 151 000,00
4270	UNIVERSITÉ DES SCIENCES DES TECHNOLOGIES ET DE LA	1 400 505 000,00	0	1 400 505 000,00	595 252 500,00
4290	CPM SECTEURS SOCIAUX	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
47	HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIO-VISUEL	145 800 000,00	0	145 800 000,00	72 900 000,00
4701	CABINET	145 800 000,00	0	145 800 000,00	72 900 000,00
53	MINISTÈRE DE LA SANTÉ	20 115 944 000,00	0	20 115 944 000,00	9 895 775 337,00
5301	CABINET	4 168 257 000,00	0	4 168 257 000,00	2 169 655 115,00
5302	DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES	67 082 000,00	0	67 082 000,00	15 008 746,00
5303	DPCIS - DIRECTION DE LA PROGRAMMATION	168 192 000,00	0	168 192 000,00	69 259 958,00
5304	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	589 466 000,00	0	589 466 000,00	197 706 332,00
5309	IGS - INSPECTION GENERALE DE LA	31 032 000,00	0	31 032 000,00	7 450 000,00
5311	DIRECTION DE LA MÉDECINE HOSPI	246 047 000,00	0	246 047 000,00	121 234 500,00
5312	DIRECTION DE LA LUTTE CONTRE LA	126 594 000,00	0	126 594 000,00	0,00
5313	DIRECTION DE LA PHARMACIE ET DES LABORATOIRES	439 960 000,00	0	439 960 000,00	187 494 581,00
5314	DIRECTION DES SERVICES DE SANTÉ	111 363 000,00	0	111 363 000,00	63 201 792,00
5315	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES,	415 300 000,00	0	415 300 000,00	0,00
5316	DIRECTION DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE	8 300 000,00	0	8 300 000,00	500 000,00
5317	Cellule Sectorielle d'accélération des OMD santé	80 000 000,00	0	80 000 000,00	40 000 000,00
5320	SERVICES RÉGIONAUX	7 249 524 000,00	0	7 249 524 000,00	3 823 972 815,00
5321	DRAS HODH EL CHARGUI	208 506 000,00	0	208 506 000,00	104 253 000,00
5322	DRAS HODH EL GHARBI	113 850 000,00	0	113 850 000,00	56 925 000,00
5323	DRAS ASSABA	132 300 000,00	0	132 300 000,00	66 150 000,00
5324	DRAS BRAKNA	147 250 000,00	0	147 250 000,00	73 625 000,00
5325	DRAS TRARZA	146 910 000,00	0	146 910 000,00	73 455 000,00
5326	DRAS ADRAR	70 505 000,00	0	70 505 000,00	35 252 500,00
5327	DRAS TAGANT	68 935 000,00	0	68 935 000,00	34 467 500,00
5328	DRAS GUIDIMAKHA	89 390 000,00	0	89 390 000,00	44 695 000,00
5329	DRAS TIRIS ZEMMOUR	66 655 000,00	0	66 655 000,00	30 862 500,00
5330	DRAS INCHIRI	62 305 000,00	0	62 305 000,00	31 152 500,00
5331	DRAS DAKHLET NOUADHIBOU	35 883 000,00	0	35 883 000,00	16 401 500,00
5332	DRAS GORGOL	108 500 000,00	0	108 500 000,00	54 250 000,00
5333	DRAS NOUAKCHOTT	169 050 000,00	0	169 050 000,00	84 524 998,00
5341	CNP - CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE	241 852 000,00	0	241 852 000,00	120 926 000,00
5342	CNORF - CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE	153 458 000,00	0	153 458 000,00	76 729 000,00
5343	CNTS - CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION	134 956 000,00	0	134 956 000,00	67 478 000,00
5344	ENSP - ECOLE NATIONALE DE LA	131 181 000,00	0	131 181 000,00	65 590 500,00

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des autorisations	Exécution
5347	INRSP - INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR LA SAN	177 013 000,00	0	177 013 000,00	88 506 500,00
5348	CHN - CENTRE HOSPITALIER NATIO	605 627 000,00	0	605 627 000,00	302 813 500,00
5349	HCZ - HOPITAL CHEIKH ZAYED	339 981 000,00	0	339 981 000,00	169 990 500,00
5350	CH NDB - CENTRE HOSPITALIER DE	272 644 000,00	0	272 644 000,00	136 322 000,00
5351	CH KIFFA - CENTRE HOSPITALIER	210 031 000,00	0	210 031 000,00	105 015 500,00
5352	CH KAEDI - CENTRE HOSPITALIER	132 209 000,00	0	132 209 000,00	66 104 500,00
5353	CH NEMA -CENTRE HOSPITALIER DE	126 376 000,00	0	126 376 000,00	63 188 000,00
5355	CH AIOUN -CENTRE HOSPITALIER D	121 605 000,00	0	121 605 000,00	60 802 500,00
5356	CH ROSSO -CENTRE HOSPITALIER D	213 566 000,00	0	213 566 000,00	106 783 000,00
5360	CENTRE HOSPITALIER MERE-ENFANT	275 124 000,00	0	275 124 000,00	137 562 000,00
5361	ENSPK - ECOLE NATIONALE DE LA	94 765 000,00	0	94 765 000,00	47 382 500,00
5362	CENTRE NATIONAL D'ONCOLOGIE	236 126 000,00	0	236 126 000,00	118 063 000,00
5363	CENTRE NATIONAL DE CARDIOLOGIE	202 399 000,00	0	202 399 000,00	101 199 500,00
5364	Laboratoire de Contrôle de Méd	63 563 000,00	0	63 563 000,00	31 781 500,00
5365	HA -HOPITAL DE L'AMITIE	326 780 000,00	0	326 780 000,00	163 390 000,00
5366	ECOLE DE SANTE PUBLIQUE DE NEMA	63 532 000,00	0	63 532 000,00	31 766 000,00
5367	ECOLE DE SANTE PUBLIQUE DE SEILIBABY	63 532 000,00	0	63 532 000,00	31 766 000,00
5368	ECOLE DE SANTE PUBLIQUE DE ROSSO	63 532 000,00	0	63 532 000,00	31 766 000,00
5369	CH-SELIBABY Centre hospitalier de seilibaby	85 786 000,00	0	85 786 000,00	42 893 000,00
5370	PROGRAMMES SECTORIELS	263 595 000,00	0	263 595 000,00	153 680 500,00
5371	CH-ATAR Centre hospitalier d'atar	86 484 000,00	0	86 484 000,00	43 242 000,00
5372	CH-ALEG Centre hospitalier d'aleg	117 079 000,00	0	117 079 000,00	58 539 500,00
5373	CH-TIDJIKJA Centre hospitalier de tidjikja	91 992 000,00	0	91 992 000,00	45 996 000,00
5374	CENTRE NATIONAL DES URGENCES	50 000 000,00	0	50 000 000,00	0,00
5375	INSTITUT NATIONAL HEPATO-VURALE	50 000 000,00	0	50 000 000,00	25 000 000,00
64	MINISTÈRE DE LA FONC.PUBL.DU TRAV.ET DE LA MODERN.	887 714 000,00	0	887 714 000,00	340 240 807,80
6401	CABINET	584 475 000,00	0	584 475 000,00	271 128 359,80
6402	INSPECTION GENERALE	3 553 000,00	0	3 553 000,00	0,00
6403	DEPC - DIRECTION DES ETUDES DE	43 471 000,00	0	43 471 000,00	0,00
6404	DGFP - DIRECTION GENERALE DE L	69 412 000,00	0	69 412 000,00	17 388 787,00
6406	DMA - DIRECTION DE LA MODERNIS	112 326 000,00	0	112 326 000,00	24 273 661,00
6409	D F T	10 206 000,00	0	10 206 000,00	3 250 000,00
6415	DGFP - DIRECTION GENERALE DE L	24 271 000,00	0	24 271 000,00	4 200 000,00
6490	CPM SECTEURS ADMINISTRATION , CULTURE ET COMMUNICA	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
72	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	290 218 000,00	0	290 218 000,00	145 109 000,00
7201	CABINET	290 218 000,00	0	290 218 000,00	145 109 000,00
73	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	25 158 217 000,00	153169014	25 311 386 014,00	12 814 483 529,00
7301	CABINET	2 134 767 000,00	0	2 134 767 000,00	1 071 883 673,00
7302	Direction des Affaires Adminis	19 658 000,00	0	19 658 000,00	3 476 822,00
7303	DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES FICHI	75 266 000,00	0	75 266 000,00	0,00
7304	DIRECTION DE LA LEGISLATION , DE LA DOCUMENTATION	10 256 000,00	0	10 256 000,00	3 692 141,00
7305	Inspection Générale Adm. Terri	26 229 000,00	0	26 229 000,00	5 946 796,00
7306	Direction Générale Protection	791 150 000,00	0	791 150 000,00	223 045 715,00
7307	La Direction Generale des Ele	17 628 000,00	0	17 628 000,00	4 598 675,00
7308	Fonctionnement des Wilaya Sau	431 829 000,00	101180970	533 009 970,00	296 115 862,00
7309	Direction Générale de l'Admin	1 028 729 000,00	0	1 028 729 000,00	968 942 044,00
7310	Wilaya Dakhlet Nouadhibou	94 188 000,00	8929920	103 117 920,00	55 378 207,00
7311	Direction Générale des Collect	3 588 898 000,00	0	3 588 898 000,00	1 721 458 595,00
7312	DIRECTION DE LA COOPERATION, DES ETUDES ET DE LA P	4 500 000,00	0	4 500 000,00	1 619 986,00
7313	WILAYA DE NOUAKCHOTT	148 982 000,00	43058124	192 040 124,00	117 549 124,00
7314	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	5 524 000,00	0	5 524 000,00	1 873 412,00
7342	ANRPTS-AGENCE NATIONALE DU REGISTRE DES POPULATION	2 146 200 000,00	0	2 146 200 000,00	1 073 100 000,00
7381	Direction Generale De La Sure	7 782 344 000,00	0	7 782 344 000,00	3 723 817 871,00

Impu- tation	Libellé	LFI	Modifi- cations	Total des au- torisations	Exécution
7382	Garde Nationale	5 788 098 000,00	0	5 788 098 000,00	2 771 549 000,00
7383	Groupement General de la Secur	1 023 971 000,00	0	1 023 971 000,00	750 435 606,00
7390	CPM SECTEURS DE SOUVERAINETE	40 000 000,00	0	40 000 000,00	20 000 000,00
75	MINISTÈRE DE L'HABIT.DE L'URBAN.&DE L'AMENAG.DU TE	17 056 036 000,00	0	17 056 036 000,00	2 535 508 830,05
7501	CABINET	2 885 693 000,00	0	2 885 693 000,00	95 151 423,00
7502	Direction des Affaires Adminis	167 804 000,00	0	167 804 000,00	71 174 007,00
7503	Direction de l' Aménagement T	255 850 000,00	0	255 850 000,00	0,00
7505	Direction de la Cartographie e	155 850 000,00	0	155 850 000,00	300 000,00
7506	Direction des Etudes de la Pro	55 850 000,00	0	55 850 000,00	0,00
7509	Inspection Générale	10 050 000,00	0	10 050 000,00	1 750 000,00
7510	Direction du Contrôle Urbain	156 300 000,00	0	156 300 000,00	0,00
7511	Direction de la Coordination des Délégations Régio	157 054 000,00	0	157 054 000,00	0,00
7512	Dir du Programme National de Regroupement des Loca	2 110 800 000,00	0	2 110 800 000,00	507 292 300,00
7513	Direction des Bâtiments et Equipements Publics	10 043 104 000,00	0	10 043 104 000,00	1 650 850 600,05
7514	Direction de L'Urbanisme	240 850 000,00	0	240 850 000,00	0,00
7515	Direction de L'Habitat	305 850 000,00	0	305 850 000,00	0,00
7516	Direction de L'Evaluation des Performances et de	39 000 000,00	0	39 000 000,00	0,00
7517	Cellule de la Communication	27 000 000,00	0	27 000 000,00	0,00
7520	Délégations Régionales	27 000 000,00	0	27 000 000,00	0,00
7543	ISKAN	112 981 000,00	0	112 981 000,00	56 490 500,00
7563	PROGRAMME VAINCRE	165 000 000,00	0	165 000 000,00	82 500 000,00
7572	Agence de Developpement Urbain	140 000 000,00	0	140 000 000,00	70 000 000,00
76	MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE ET DE L'AS- SAINISSEMENT	4 499 273 000,00	0	4 499 273 000,00	1 154 162 688,00
7601	CABINET	657 832 000,00	0	657 832 000,00	186 747 209,00
7602	DAAF - Direction des Affaires	4 326 000,00	0	4 326 000,00	206 828,00
7603	Direction de la Planification,	262 049 000,00	0	262 049 000,00	80 000 000,00
7609	Inspection Générale	7 595 000,00	0	7 595 000,00	3 000 000,00
7610	Direction de l'Hydrologie et d	162 512 000,00	0	162 512 000,00	0,00
7612	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT	12 922 000,00	0	12 922 000,00	1 430 682,00
7614	DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE	1 021 196 000,00	0	1 021 196 000,00	9 083 860,00
7660	SNDE	1 320 000 000,00	0	1 320 000 000,00	525 000 000,00
7661	SOCITE NATIONALE DES FORAGES E	355 800 000,00	0	355 800 000,00	177 900 000,00
7663	CNRE - Centre National Des Res	136 982 000,00	0	136 982 000,00	21 557 750,00
7665	ONA - Office National de l'Ass	166 232 000,00	0	166 232 000,00	18 096 750,00
7667	ONSER	351 827 000,00	0	351 827 000,00	121 139 609,00
7690	CPM SECETEURS SERVICES DE BASE & INDUST. EXTRACTIV	40 000 000,00	0	40 000 000,00	10 000 000,00
77	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES , DE L'EN- FANCE ET	2 508 455 000,00	0	2 508 455 000,00	867 520 317,56
7701	CABINET	1 874 802 000,00	0	1 874 802 000,00	634 814 607,56
7702	Direction de la Planification	8 125 000,00	0	8 125 000,00	569 444,00
7704	Inspection Générale	7 080 000,00	0	7 080 000,00	3 298 352,00
7705	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L	13 400 000,00	0	13 400 000,00	45 240,00
7706	Direction de la Famille	8 250 000,00	0	8 250 000,00	217 674,00
7707	Direction de l'Enfance	8 600 000,00	0	8 600 000,00	0,00
7708	Coordinations régionales	5 948 000,00	0	5 948 000,00	0,00
7709	Direction de l'Action Sociale	123 400 000,00	0	123 400 000,00	50 000 000,00
7710	Direction des Personnes Handic	40 480 000,00	0	40 480 000,00	0,00
7741	CFPF - Centre De Formation Pou	147 976 000,00	0	147 976 000,00	67 128 000,00
7743	CFPE - Centre De Formation Pou	118 469 000,00	0	118 469 000,00	57 984 500,00
7744	CENTRE de Protection et d'inté	111 925 000,00	0	111 925 000,00	43 462 500,00
7746	CENTRE DE FORMATION ET DE PROMOTION DES ENFANTS HA	40 000 000,00	0	40 000 000,00	10 000 000,00
78	MINISTÈRE DELEGUE AUPRÈS DU PM CHARGÉ DE L'ENVIRON	2 958 935 000,00	0	2 958 935 000,00	596 416 930,28
7801	CABINET	593 019 000,00	0	593 019 000,00	162 563 591,64
7802	Direction des Affaires Adminis	182 820 000,00	0	182 820 000,00	104 727 781,00
7809	Inspection Générale	6 770 000,00	0	6 770 000,00	2 000 000,00
7812	Direction des Aires Protégées	306 356 000,00	0	306 356 000,00	2 616 022,72

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des autorisations	Exécution
7813	DIRECTION DE LA COORDINATION INTER-SECTORIELLE ET D	32 432 000,00	0	32 432 000,00	0,00
7814	DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE L	36 978 000,00	0	36 978 000,00	3 000 000,00
7815	DIRECTION DU CONTRÔLE ENVIRONNEMENTAL (DCE)	9 245 000,00	0	9 245 000,00	0,00
7816	DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTROLE DE LE	3 000 000,00	0	3 000 000,00	0,00
7820	Direction de la Protection de	522 529 000,00	0	522 529 000,00	108 009 034,92
7823	Brigade Mobile(BM)	3 498 000,00	0	3 498 000,00	0,00
7824	Services Régionaux	14 237 000,00	0	14 237 000,00	0,00
7841	PNBA - Parc National Du Banc D	600 217 000,00	0	600 217 000,00	69 583 500,00
7842	PND - PARC NATIONAL DU DIAWLING	97 834 000,00	0	97 834 000,00	48 917 000,00
7843	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	550 000 000,00	0	550 000 000,00	95 000 000,00
80	COMMISS.AUX DROITS DE L'HOMME.A L'ACTION HUMAN.ET	775 400 000,00	0	775 400 000,00	222 700 000,00
8001	CABINET	775 400 000,00	0	775 400 000,00	222 700 000,00
82	MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES	12 850 859 000,00	0	12 850 859 000,00	3 872 652 573,00
8201	CABINET	7 834 982 000,00	0	7 834 982 000,00	3 703 391 877,00
8202	DAF - DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE	117 959 000,00	0	117 959 000,00	355 656,00
8203	DIRECTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MAÎTRISE DES	4 323 647 000,00	0	4 323 647 000,00	2 223 720,00
8204	DIRECTION DES HYDROCARBURES RAFFINÉES	8 647 000,00	0	8 647 000,00	2 676 120,00
8205	DIRECTION DES HYDROCARBURES BRUTES	8 647 000,00	0	8 647 000,00	2 915 080,00
8209	INSPECTION GÉNÉRALE	11 291 000,00	0	11 291 000,00	2 611 020,00
8210	DIRECTION DES MINES	6 487 000,00	0	6 487 000,00	1 894 860,00
8214	DIRECTION DE LA POLICE DES MINES	5 751 000,00	0	5 751 000,00	0,00
8216	DIRECTION DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT	5 660 000,00	0	5 660 000,00	190 240,00
8242	OMRG - OFFICE MAURITANIEN DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES	404 016 000,00	0	404 016 000,00	102 008 000,00
8250	ÉCOLE DES MINES	15 000 000,00	0	15 000 000,00	0,00
8262	ADER - AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLECTRIFI	108 772 000,00	0	108 772 000,00	54 386 000,00
94	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 176 043 000,00	128206224	4 304 249 224,00	2 156 187 934,44
9401	CABINET	1 174 963 000,00	128206224	1 303 169 224,00	943 561 779,00
9402	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	3 532 000,00	0	3 532 000,00	988 494,00
9404	Direction de la Planification	71 817 000,00	0	71 817 000,00	17 969 220,00
9409	INSPECTION INTERNE	26 200 000,00	0	26 200 000,00	12 143 514,00
9410	DGIA - DIRECTION GÉNÉRALE DE L	300 615 000,00	0	300 615 000,00	12 880 427,44
9415	DIRECTION DE L'EMPLOI	2 292 000,00	0	2 292 000,00	453 502,00
9416	DIRECTION DE L'INSERTION	90 835 000,00	0	90 835 000,00	45 099 998,00
9417	DIRECTION DE LA FORMATION	18 807 000,00	0	18 807 000,00	0,00
9450	ÉCOLE NATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS	240 000 000,00	0	240 000 000,00	127 100 000,00
9451	ANAPEJ - AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'E	613 129 000,00	0	613 129 000,00	206 564 500,00
9452	CFPP DE NKTT	81 025 000,00	0	81 025 000,00	40 512 500,00
9453	CFP NEMA - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT	13 457 000,00	0	13 457 000,00	6 728 500,00
9454	CFP ROSSO - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT	30 813 000,00	0	30 813 000,00	15 406 500,00
9455	CFP SELIBABY - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT	36 733 000,00	0	36 733 000,00	18 366 500,00
9456	CFP KIFFA - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT	40 027 000,00	0	40 027 000,00	20 013 500,00
9457	CFP ATAR - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT	52 018 000,00	0	52 018 000,00	26 009 000,00

Imputation	Libellé	LFI	Modifications	Total des autorisations	Exécution
9458	CFP TIDJIKJA- CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIO	24 768 000,00	0	24 768 000,00	12 384 000,00
9459	CFP AIOUN - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONN	35 258 000,00	0	35 258 000,00	17 629 000,00
9460	CFP BRAKNA - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTION	17 240 000,00	0	17 240 000,00	8 620 000,00
9461	CFP GORGOL - CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTION	16 500 000,00	0	16 500 000,00	8 250 000,00
9462	INAP FTP - INSTITUT NATIONAL POUR LA PROMOTION DE	333 791 000,00	0	333 791 000,00	146 895 500,00
9463	ETABLISSEMENTS SECONDAIRES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQ	198 617 000,00	0	198 617 000,00	99 308 500,00
9464	PROCAPEC	100 000 000,00	0	100 000 000,00	50 000 000,00
9465	CENTRE DE FORMATION DES MAHADRAS ATAR	44 522 000,00	0	44 522 000,00	22 261 000,00
9466	CENTRE DE FORMATION DES MAHADRAS NEMA	62 786 000,00	0	62 786 000,00	31 393 000,00
9467	INSTITUT D'ENSEIGNEMENT PROFFES- SIONNEL IQRAA	37 635 000,00	0	37 635 000,00	18 817 500,00
9468	MAURIPOST	397 663 000,00	0	397 663 000,00	191 331 500,00
9469	IMT-INTERNATIONAL MAURITANIA TELECOM	21 000 000,00	0	21 000 000,00	10 500 000,00
9471	UC-PRECAMF	90 000 000,00	0	90 000 000,00	45 000 000,00
95	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS	270 000 000,00	0	270 000 000,00	135 000 000,00
9501	CABINET	270 000 000,00	0	270 000 000,00	135 000 000,00
97	PROGRAMME D'URGENCE	42 000 000 000,00	0	42 000 000 000,00	9 814 951 917,00
9701	PROGRAMME D'URGENCE	42 000 000 000,00	0	42 000 000 000,00	9 814 951 917,00
99	DÉPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE ET COMPTES	105 179 815 000,00	5362342386	110 542 157 386,00	34 758 972 864,00
9901	COMPTES DE PRÊTS, D'AVANCES ET DE PARTICIPATIONS	100 000 000,00	0	100 000 000,00	0,00
9902	COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE	9 000 000 000,00	6224994437	15 224 994 437,00	4 143 538 729,00
9904	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	28 300 675 000,00	0	28 300 675 000,00	7 900 000 000,00
9905	AUTRES INVESTISSEMENTS	6 246 120 000,00	-48765000	6 197 355 000,00	1 068 915 217,00
9991	DEPENSES COMMUNES ET DIVERS	34 542 240 000,00	-813887051	33 728 352 949,00	17 228 286 312,00
9992	CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	15 848 487 000,00	0	15 848 487 000,00	3 227 057 835,00
9993	CHARGES LOCATIVES DÉFICIT DE LA CAISSE DE RETRAITE	11 142 293 000,00	0	11 142 293 000,00	1 191 174 771,00

Sigles et abréviations

ANRPTS	:	Agence nationale des registres des populations et titres sécurisés
BCM	:	Banque centrale de Mauritanie
BCI	:	Budget consolidé d'investissement
BIC	:	Bénéfice industriel et commercial
BNC	:	Bénéfice non commercial
CNUCED	:	Conférence des nations unies pour le commerce et de développement
IMF	:	Impôt minimum forfaitaire
ITS	:	Impôts sur les traitements et salaires
Mds	:	Milliards
OCDE	:	Organisation pour la conférence et le développement économique
ONSER	:	Office national des services d'eau en milieu rural
PAEPA	:	Projet d'alimentation en eau potable dans la zone méridionale
PASK	:	Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et la Karakoro
PNIDDLE	:	Programme national intégré d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi des jeunes
SNIM	:	Société nationale industrielle et minière
TOFE	:	Tableau des opérations financières de l'Etat
TPS	:	Taxe sur les prestations de services
TUS	:	Taxe unique de la SNIM
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UM	:	Unité monétaire